**XXième Conférence des commissions des affaires européennes au sein des
parlements nationaux des Etats membres
de l'Union européenne et du Parlement européen
les 31 mai et 1^{er} juin à Berlin**

31 mai 1999

Ouverture de la conférence

Le co-président M. Friedbert PFLÜGER ouvre la conférence et souhaite la bienvenue aux participants. Il salue plus particulièrement les délégués autrichiens et les remercie pour l'excellent travail accompli sous la présidence autrichienne. Il salue également la délégation finlandaise dont le pays assurera la prochaine présidence ainsi que les représentants du Parlement européen. Il se réjouit d'accueillir les délégations des pays candidats à l'adhésion. Il souligne que l'ouverture de l'Union européenne à de nouveaux membres s'impose de toute urgence. Les événements du Kosovo en ont encore récemment démontré la nécessité. L'Union européenne aura à l'avenir pour mission d'exporter de la stabilité et non pas d'importer de l'instabilité. Au sein de l'Union européenne, ce n'est plus sur le champ de bataille mais autour de la table de conférence que les conflits - si tant est qu'il en subsiste - trouvent leur solution. C'est bien une politique résolument axée sur l'Europe qui émanera à l'avenir de Berlin, nouveau siège du gouvernement et du parlement allemands.

Le co-président évoque la XIième Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires qui s'est tenue les 25/25 octobre 1994 à Bonn et dont l'ordre du jour prévoyait la ratification des traités d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède. Aujourd'hui, l'Union européenne est difficilement imaginable sans la présence de ces Etats. Le co-président a bon espoir de pouvoir bientôt en dire autant pour les pays de l'Europe centrale et orientale (PECO).

Le fait que cette XXième Conférence ait lieu à Berlin revêt à la fois une importance politique et symbolique. Située au carrefour entre l'Est et l'Ouest, Berlin a subi plus que toute autre ville les douloureuses conséquences de la partition de l'Europe. A l'heure de la politique de détente, Berlin était devenue une plaque tournante des contacts entre l'Est et l'Ouest. Aujourd'hui, la ville est devenue le moteur de l'élargissement de l'Union européenne, permettant un regard plus perspicace en direction des PECO.

Le co-président déclare que la conférence est publique, sauf pour le point de l'ordre du jour relatif au Règlement intérieur qui est une affaire interne de la COSAC. L'ordre du jour a été fixé par la Troïka. Il convient d'y ajouter un appel lancé en vue des prochaines élections au Parlement européen qui a été rédigé par la présidence et qui sera discuté et mis au vote à l'issue du débat sur les réformes institutionnelles. Etant donné que, pour la première fois, la COSAC a accordé un droit de parole aux délégués des pays candidats sur tous les points de l'ordre du jour, le temps de parole par intervenant sera limité à quatre minutes.

M. PFLÜGER cède la direction des débats au co-président M. Willi STÄCHELE qu'il invite à présenter le premier point de l'ordre du jour.

Réformes institutionnelles après l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam

Le co-président, M. Willi STÄCHELE, fait remarquer à titre d'introduction que le traité d'Amsterdam entré en vigueur le 1^{er} mai 1999 représente un pas significatif dans l'évolution de l'Union européenne, mais que ce dernier n'a néanmoins pas encore réglé certaines questions institutionnelles importantes (les *left-overs*). C'est en particulier le cas pour la taille et la composition de la Commission, ainsi que pour la pondération des voix au Conseil. Les modalités et le calendrier relatifs au traitement des questions institutionnelles qui n'ont pas pu être résolus à Amsterdam, devaient être fixés lors du Conseil européen de Cologne. Le Conseil "Affaires générales" des 17 et 18 mai 1999 s'est également penché sur cette question. A cette occasion, la présidence allemande du Conseil a suggéré entre autres de convoquer une conférence intergouvernementale pour le premier semestre de l'an 2000 préparée par des experts indépendants. Le traité devrait ensuite être amendé en conséquence au cours du deuxième semestre 2000. Cependant, les débats au Conseil "Affaires générales" ont montré qu'il existait encore de larges divergences d'opinion. Il s'agit en particulier de savoir si la conférence intergouvernementale doit se contenter de régler les sujets laissés en suspens (*left-overs*) à Amsterdam ou s'il faut ratisser large et procéder le cas échéant à une révision plus profonde. Il est indispensable que ces questions encore en suspens soient réglées avant l'admission de nouveaux membres. Il conviendra également de réfléchir à revalorisation croissante du rôle du Parlement européen, à une extension de la procédure de codécision et à la question d'un catalogue de compétences pour l'Union européenne.

Le co-président salue ensuite M. Elmar Brok, député du Parlement européen, qui fera un exposé introductif.

M. Elmar BROK (Parlement européen) constate tout d'abord qu'en cette fin des années 90, l'Union européenne doit faire face à un double défi : d'une part, il convient de consolider les acquis des 40 dernières années, d'autre part, au passage au prochain millénaire une vision claire de l'avenir est nécessaire. L'objectif est la constitution d'une confédération élargie d'Etats fondée sur les principes de la démocratie, de l'efficacité et de la transparence. Les premiers pas pourraient être accomplis lors du Conseil européen de Cologne. Celui-ci fixera le mandat pour la prochaine conférence intergouvernementale qui sera chargée de discuter des réformes institutionnelles de l'UE. Cologne serait également l'occasion de premières réflexions sur l'élaboration d'une "Constitution européenne" ainsi que d'une Charte des droits fondamentaux.

Avant la modification des traités, la réforme des institutions européennes doit d'abord passer par une consolidation interne. La crise de la Commission au cours des derniers mois a prouvé que les organes de l'Union européenne n'étaient plus en mesure de faire face à leurs tâches actuelles, leurs structures internes étant restées inchangées depuis plus de 40 ans. Il faut déplorer en particulier un manque d'efficacité et de transparence. Pour la Commission, il convient d'abord de réviser la répartition des domaines d'attribution. Les commissaires devraient diriger les directions générales comme les ministres dirigent leurs ministères. Par ailleurs, chaque commissaire devrait être responsable politiquement et à titre personnel de son domaine d'attribution et ne plus pouvoir se cacher derrière des décisions collectives de la Commission comme cela était le cas précédemment. L'orateur pense que la demande réitérée de réduire le nombre des commissaires n'a que peu de chances d'aboutir. En effet ceci impliquerait qu'il ne reviendrait plus à chaque pays de désigner chacun un commissaire; la ratification d'un tel amendement au traité se heurtera certainement à l'opposition des Etats membres concernés. À son avis, au lieu de songer à modifier le nombre des commissaires, il conviendrait plutôt de garantir à la Commission les moyens de travailler efficacement, tout en laissant à chaque Etat membre le droit de continuer à nommer au moins un commissaire.

Pour ce qui est de la réforme du Conseil, il convient de supprimer la confusion existant actuellement entre compétences législatives et compétences exécutives. C'est pourquoi M. Brok propose l'instauration d'un Conseil exécutif et d'un Conseil législatif. Par ailleurs, les activités du Conseil doivent devenir plus transparentes ; le citoyen doit être en mesure de comprendre les décisions qui y sont prises. À cette fin, on pourrait, par exemple, publier les procès-verbaux du Conseil.

Pour ce qui est de la pondération des voix au Conseil, il faudrait parvenir à un accord sur la base de la double majorité. C'est-à-dire que des décisions ne sont valables que si elles recueillent à la fois une majorité parmi les Etats représentés au Conseil et une majorité parmi

la population représentée par ces Etats. A l'avenir, le nombre d'habitants devra également être pris en compte dans le processus de prise de décision au Parlement européen. Ceci répond en particulier aux impératifs de légitimité démocratique.

Le point le plus important de la réforme est cependant l'extension du principe de décision à la majorité qualifiée. En dehors des questions constitutionnelles telles que l'amendement du traité, le règlement financier ou l'élargissement de l'Union, ce principe devra s'appliquer dans tous les autres domaines, faute de quoi le Conseil ne sera plus en mesure à l'avenir de prendre des décisions fondées. En prévision du Conseil européen à Cologne, il conviendrait donc de réfléchir à la possibilité d'imposer dès maintenant ce principe de la majorité aux domaines du droit et de la politique intérieure, au lieu d'attendre cinq ans comme il est actuellement prévu. Le sommet de Berlin relatif à l'Agenda 2000 est une ultime preuve de l'urgente nécessité d'étendre le principe de la décision à la majorité, le principe du veto n'étant plus valable que dans des cas exceptionnels. Une extension du principe de la décision à la majorité fera progresser dans la communauté des Etats la propension au consensus et la capacité d'agir; les Etats membres mis en minorité auraient en effet à redouter l'isolement, s'ils persistaient dans leurs positions initiales.

L'intervenant est par ailleurs d'avis que, pour l'instant, l'Union européenne n'a pas besoin de nouvelles compétences. Il faudrait plutôt lui accorder les instruments appropriés lui permettant d'exercer pour le mieux les compétences dont elle dispose. L'extension du principe de la majorité qualifiée est une initiative essentielle dans ce contexte.

Pour conclure, M. Brok prend position sur la question du catalogue européen des droits fondamentaux. Ce dernier ne peut pas constituer une condition préalable à l'élargissement de l'Union, car ce serait retarder considérablement ce processus. Il conviendrait de convoquer pour son élaboration une conférence composée de parlementaires européens. L'intervenant considère qu'il n'est pas souhaitable de saisir la conférence intergouvernementale de ce sujet, car les différents Etats y chercheraient essentiellement à défendre leurs intérêts nationaux. Une telle conférence serait également le cadre adéquat pour élaborer le texte définitif de la "Constitution européenne". Ce dernier devrait être compréhensible et accessible au citoyen. Ceci est une condition *sine qua non* pour une meilleure perception de l'Europe et pour la progression vers l'Union européenne.

Le co-président Willi STÄCHELE remercie M. Elmar Brok pour son exposé et ouvre le débat.

M. Alberto BORIN (Belgique) fait remarquer que la démission de la Commission a renforcé le camp des "euro-sceptiques". Reste à voir si le nouveau président Prodi pourra les faire taire. Il faut en tout cas que le Parlement européen ait plus de droits à l'avenir ; il est encore loin de la souveraineté. Par ailleurs, la Commission n'a pas valeur de pouvoir exécutif. Actuellement, l'Europe n'est pas encore dotée d'un caractère supranational, mais elle est une construction pacifique et démocratique par excellence. Il convient de la protéger des influences locales et des forces séparatistes.

M. Gérard FUCHS (France) considère que les réformes constitutionnelles devraient renforcer la démocratie, la transparence, l'efficacité et le dynamisme de l'Union européenne ainsi que sa capacité à prendre des décisions. Si certaines décisions étaient transférées des capitales européennes à Bruxelles, il faudrait que cette mesure s'accompagne de capacités décisionnelles correspondantes. Pour ce qui est de la composition de la Commission, il estime que chaque pays devrait être représenté par un commissaire. Il faudrait néanmoins établir une hiérarchie entre les commissaires. Chacun d'entre eux devrait prendre plus de responsabilités. D'autre part, les décisions à la majorité devraient devenir la règle au Conseil, faute de quoi d'importants projets en matière de législation - dans le domaine fiscal par exemple -, risqueraient d'être bloqués en vertu du principe de l'unanimité. M. Fuchs pense également qu'il est urgent d'introduire la double majorité pour les décisions du Conseil, afin que celles-ci soient mieux comprises du public. En dehors des problèmes déjà évoqués à propos des réformes institutionnelles, l'Union européenne devrait également se préoccuper des questions qui ne sont pas encore réglées par le traité, notamment dans le domaine de la défense. Pour ce qui est de la méthodologie et de la procédure à suivre, il considère qu'une conférence intergouvernementale n'est pas le bon moyen d'aborder les problèmes. C'est pourquoi il suggère de nommer un groupe des sages qui préparerait les réformes.

M. Antonio RUBERTI (Italie) constate que la nécessité d'une réforme institutionnelle de l'Union européenne est entre-temps généralement acceptée ; ce n'était pas le cas il y a encore un an. Les opinions divergent cependant quant à l'ampleur des réformes à entreprendre ; nombreux sont ceux qui voudraient les réduire à un minimum. On ignore encore si la réforme doit se limiter au "triangle d'Amsterdam" (les trois points d'Amsterdam) ou si elle doit couvrir d'autres domaines politiques. En particulier pour ce qui est du deuxième pilier, l'Europe a été confrontée ces derniers temps à un nombre important de nouveaux problèmes. Pour ce qui est de la future procédure à suivre, l'intervenant doute que l'on puisse renoncer à une conférence intergouvernementale. Par ailleurs, le rôle des parlements nationaux ne devrait pas se limiter à simplement ratifier les traités de l'Union européenne. De l'avis de M. Ruberti,

la COSAC est le forum approprié pour évoquer les problèmes en cours et pour renforcer par là même les rôles respectifs du Parlement européen et des parlements nationaux. Par ailleurs, il fait de demander comment les parlements nationaux peuvent intervenir pour ce qui est du deuxième pilier. Dans l'ensemble, l'intervenant pense que l'on aborde certes actuellement les véritables questions, mais il craint que l'on ne veuille procéder de façon trop minimaliste et que, plus particulièrement, que l'on laisse de côté les problèmes politiques.

M. José MEDEIROS FERREIRA (Portugal) considère que les réformes institutionnelles prévues au protocole d'Amsterdam sont marquées par une certaine inégalité. Il convient maintenant de saisir l'occasion pour effectuer les démarches politiques nécessaires en vue de la création d'une confédération européenne. Il imagine par exemple la mise en place d'un Sénat qui, conjointement avec le Parlement européen, serait chargé de l'activité législative du Conseil. Cette solution permettrait aussi de parvenir à des votes à la majorité qualifiée. Il craint cependant que sa proposition n'ait guère de chances de succès. Les problèmes en cours devraient être en tout cas abordés dans le cadre d'une conférence intergouvernementale. Il faudrait dans ce contexte renforcer en priorité le rôle du président de la Commission - en particulier par le biais de sa représentation vis-à-vis de l'extérieur. Il convient par ailleurs de mieux définir le caractère collégial de la Commission, car ce n'est qu'ainsi que les intérêts communs peuvent être défendus et que la Commission peut assumer son rôle essentiel, celui de gardienne des traités. D'autre part, la Commission et son président devraient présenter un programme dont l'objectif serait de promouvoir le fameux "bien-être communautaire".

Pour ce qui est de la pondération des voix au Conseil, il faut absolument maintenir l'équilibre entre les Etats. En ce qui concerne la procédure à suivre, l'intervenant considère que la mise en place d'un comité des sages n'est pas la bonne solution. Ce serait plutôt la tâche des présidences futures de s'occuper des projets de réforme et de préparer des propositions en conséquence. Le Portugal qui assumera la présidence l'année prochaine, sera en tout cas en mesure d'entreprendre les actions nécessaires en vue de réformer les institutions de la Communauté.

M. Michiel PATIJN (Pays Bas) fait remarquer que, à la veille de la nouvelle conférence intergouvernementale, de nombreuses parties du traité d'Amsterdam ne sont pas encore vraiment entrées en vigueur. C'est le cas notamment pour la circulation des personnes, pour la politique étrangère et de sécurité commune, pour les stratégies relatives à l'introduction du principe de la majorité ainsi que pour la meilleure publicité des travaux et des décisions. Etant

donné que ces questions n'ont pas encore trouvé de solutions, ce serait peut-être une erreur que de formuler encore d'autres exigences en l'état actuel des choses.

D'après lui, un élargissement de l'Union en direction de l'Europe centrale et orientale n'est pas envisageable avant 2003. Il est donc encore temps de procéder à des réformes institutionnelles internes. Mais il ne faut pas prendre des décisions précipitées. Le règlement des *left-overs* d'Amsterdam n'est pas le seul point sur lequel il convient de réfléchir à l'avenir. Il faudra aussi développer le caractère démocratique de l'Union européenne. Il est en particulier essentiel de renforcer la position du Parlement européen quant à son rôle législatif et au contrôle du budget. Il est par ailleurs urgent d'introduire de façon générale le principe de la majorité pour tout ce qui relève du premier pilier. La Commission devrait plus systématiquement rendre comptes des affaires qu'elle traite. Une attention particulière devra être également accordée au réaménagement juridique des traités. Il faudra notamment procéder à une toilette des textes.

L'ampleur de la tâche est également importante dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune, car actuellement la sécurité dans le cadre de l'OTAN n'est pas encore consolidée. Un autre champ d'activités concerne la codification, à caractère obligatoire, des droits fondamentaux. Afin de mener à bien ces projets, l'intervenant considère qu'une préparation en petit comité serait la plus adéquate, si l'on ne veut pas s'exposer à des retards inutiles.

M. Guillermo MARTINEZ CASAN (Espagne) demande que la nouvelle Commission fasse la preuve de son indépendance, de sa force et de sa fidélité aux traités et qu'elle sache par ailleurs s'assurer d'un pouvoir exécutif plus important. Il convient en outre de renforcer la position du Parlement européen, surtout en ce qui concerne les nouvelles perspectives liées à la procédure de codécision. Au vu de l'ampleur des réformes en suspens, il faudra en tout cas deux conférences intergouvernementales qui devront être préparées par des groupes plus restreints. Pour ce qui est des deuxième et troisième piliers, il faudra encore procéder à d'importants travaux de transposition. Le troisième pilier devrait rester à l'arrière-plan, afin de ne pas retarder le processus d'élargissement de l'Union. En effet, une priorité absolue doit être accordée à l'élargissement et il ne faut pas décevoir les populations des pays candidats. De manière générale, le Parlement espagnol se prononce en faveur d'une politique de réforme progressive et graduelle ; les décisions pendantes doivent être prises sans précipitation et doivent être mûrement réfléchies.

Selon M. Justinas KAROSAS (Lituanie), le processus d'élargissement doit être transparent pour les candidats à l'adhésion ; ces derniers ont notamment besoin d'informations sur la mise en oeuvre des réformes institutionnelles et sur le travail de la conférence intergouvernementale. On espère par ailleurs que l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam confèrera au Parlement européen la capacité d'agir. Cependant l'intervenant pense que la réalisation des réformes institutionnelles ne doit pas être une condition préliminaire à l'accueil de nouveaux Etats membres. Il ne faudrait effectivement pas qu'elle retarde le processus d'adhésion. En outre, l'extension du principe de la majorité qualifiée ne doit pas être préjudiciable aux petits pays. Il convient d'offrir les mêmes conditions à tous les Etats membres. Les PECO candidats à l'adhésion espèrent aussi pouvoir exprimer leur opinion dans le processus d'élaboration des futures réformes institutionnelles.

M. Outi OJALA (Finlande) demande tout d'abord que toutes les possibilités offertes à l'Union européenne par le traité d'Amsterdam soient systématiquement exploitées. Une des priorités à venir doit être l'élaboration d'un catalogue des droits fondamentaux. Elle pense cependant qu'il ne pourra pas encore être achevé lors de la prochaine conférence intergouvernementale. Elle considère, comme les orateurs précédents, que le principe des décisions à la majorité doit être étendu à de nouveaux domaines et que la règle de l'unanimité ne doit s'appliquer qu'à des questions à caractère constitutionnel. Il est important, ainsi que cela a été souligné à plusieurs reprises, de développer la procédure de codécision. Pour ce qui est de la composition de la Commission, l'intervenante est d'avis que les petits Etats membres doivent pouvoir eux aussi nommer un commissaire. Il est inconcevable que les grands pays dominant la Commission du fait de l'instauration en quelque sorte de deux niveaux au sein de cette dernière. Par ailleurs, l'intervenante estime utile la mise en place de commissions spécialisées dans le cadre de la Commission. Elle précise par ailleurs que la Finlande considère d'un oeil critique la création d'une Seconde ou Troisième Chambre.

Elle conclut en réclamant que la question des langues soit réglée et que les parlementaires, membres d'une instance démocratiquement élue, aient la possibilité de s'exprimer dans leur propre langue.

M. Sören LEKBERG (Suède) est d'avis que la prochaine conférence intergouvernementale devrait traiter uniquement des *left-overs* d'Amsterdam, autrement dit des points particulièrement importants, faute de quoi le processus d'élargissement de l'Union européenne serait menacé. Par ailleurs, chaque pays doit pouvoir nommer au moins un commissaire. Quant à la pondération des voix au Conseil, il est d'avis qu'il faut maintenir

l'équilibre actuel. Ceci est très important pour les petits pays. Il pense enfin, comme les orateurs précédents, que le principe des décisions à la majorité devrait être étendu et que la règle de l'unanimité ne devrait plus s'appliquer qu'aux questions constitutionnelles et aux points touchant à la substance même des Etats nationaux.

M. Loukas APOSTOLIDIS (Grèce) fait valoir que le thème des réformes institutionnelles a été déjà plusieurs fois à l'ordre du jour de la COSAC. Cependant, les discussions n'ont jusqu'à présent jamais abouti à un résultat concret. On s'est contenté de présenter certaines revendications, telles que l'élargissement des compétences des institutions parlementaires et du Parlement européen ou bien encore une meilleure efficacité de la conférence intergouvernementale. Tous s'accordent à demander, après la crise récente, un repositionnement de la Commission et que les réformes institutionnelles aillent de pair avec le traitement des questions politiques en cours en Europe. On peut par conséquent se demander si la conférence ne doit pas adopter une décision ou une recommandation à ce propos. Il existe par ailleurs des sujets tels que l'élargissement de l'Union européenne ou la politique étrangère et de sécurité commune qui devraient être discutés de manière approfondie. De manière générale, l'intervenant considère que les réformes institutionnelles ne devraient avoir lieu qu'une fois le processus d'élargissement terminé. Il faudrait également une prise de position commune sur la crise du Kosovo. A l'avenir, l'Europe devrait s'exprimer d'une seule voix sur tous les problèmes politiques importants et les crises en cours. C'est seulement ainsi que le citoyen pourra appréhender la réalité de l'Europe.

M. Jacob BUKSTI (Danemark) déclare que la prochaine conférence intergouvernementale devrait se limiter aux *left-overs* d'Amsterdam. Faute de quoi il y aurait, en tout cas au Danemark, des problèmes de droit constitutionnel nécessitant le cas échéant un nouveau référendum. Il est d'accord avec les orateurs précédents quant à la désignation par chaque pays d'un commissaire ainsi qu'à l'extension du principe de la majorité. On peut cependant s'interroger sur le rôle qui sera dévolu à l'avenir aux parlements nationaux, acteurs importants, qui ne doivent pas être relégués à l'arrière-plan par rapport au Parlement européen. Il est donc utile de lier les processus de décision au Parlement européen et ceux des parlements nationaux. Tout comme sa collègue finlandaise auparavant, il ne considère pas comme judicieuse la création d'une Deuxième ou Troisième Chambre.

M. Jürgen MEYER (Allemagne) déclare qu'une majorité des députés du Bundestag peut souscrire à l'ensemble des propositions de M. Brok. Ceci vaut particulièrement pour la

nécessité d'une responsabilité politique des commissaires, pour l'introduction de la double majorité au Conseil ainsi que pour l'extension du principe de la majorité qualifiée. Le maintien de la règle d'unanimité n'est pas justifiable, étant par sa nature même étrangère aux constitutions de type démocratique.

A son avis, une priorité absolue doit être accordée au traitement des *left-overs* d'Amsterdam et ce dès l'an 2000, l'objectif étant d'élargir le plus rapidement possible l'Union européenne. Cette perspective serait repoussée à une date non prévisible, si les exigences en matière de réformes institutionnelles étaient trop grandes.

Il est également essentiel d'élaborer une Charte européenne des droits fondamentaux qui permette un contrôle effectif de la bureaucratie de Bruxelles. Une telle charte permettrait par ailleurs une interprétation de l'ensemble des actes et traités européens conformément aux droits fondamentaux. Elle mettrait en lumière que, dans l'intervalle, l'Union européenne n'est plus seulement une communauté économique mais aussi une communauté de valeurs. De manière générale, l'adoption d'une Charte des droits fondamentaux est une pierre de plus apportée à la construction d'une identité européenne. Conformément aux explications de M. Brok, l'élaboration de cette charte devrait être confiée à une conférence (convention) réunissant des députés des parlements nationaux et du Parlement européen. La conférence intergouvernementale n'est pas l'instance appropriée; cela conduirait à des conflits d'intérêts. En effet, les droits fondamentaux doivent permettre un contrôle de l'exécutif. Or ce principe ne serait pas garanti si le dossier était traité par la conférence intergouvernementale, car cela reviendrait à laisser les gouvernements décider eux-mêmes des modalités du contrôle auquel ils seraient assujettis. La mise au point d'une Charte des droits fondamentaux doit donc être considérée comme une tâche revenant par nature aux parlements nationaux. Dans la perspective d'un éventuel référendum, cette charte devrait avoir un libellé compréhensible pour tout un chacun et contenir des normes accessibles au citoyen. On peut de manière générale diviser les droits fondamentaux en deux appareils normatifs : les droits de l'Homme et les droits du citoyen. Il faut en effet que la qualité de citoyen de l'Union européenne, telle qu'elle est prévue dans le traité d'Amsterdam, devienne une réalité compréhensible et tangible pour le citoyen. On pourrait par exemple penser à une définition plus précise des droits de vote actif et passif ou au droit de libre circulation pour le citoyen. De l'avis de l'intervenant, la Charte des droits fondamentaux est un élément essentiel pour la cohésion croissante de l'Europe, sans que l'on soit amené, dans un premier temps, à parler de "Constitution".

M. Dolores CRISTINA (Malte) fait observer que la conférence intergouvernementale doit en priorité lever les obstacles auxquels sont confrontés les nouveaux candidats à l'adhésion à

l'Union européenne. Les réformes institutionnelles ne doivent pas avoir pour effet de repousser encore plus loin les délais prévus pour l'adhésion. Tout nouvel élément dilatoire entraînerait des problèmes supplémentaires pour les candidats actuels et futurs. Quant aux modalités du processus de réforme, il faut considérer que deux conceptions différentes doivent être conciliées: celle des Etats nationaux souverains et celle des populations qui y vivent. En tant que représentante d'un pays candidat, l'intervenante aimerait savoir dans quelle mesure les problèmes en suspens sont déjà résolus et si la date de l'an 2000 est réaliste pour finaliser les réformes.

M. Tino BEDIN (Italie) présente le point de vue du Sénat italien. Ce dernier considère que les réformes institutionnelles ne devraient pas se limiter à des aspects organisationnels mais viser en priorité à rapprocher le citoyen de l'Union européenne. Un tel rapprochement pourrait se dérouler en trois phases : il faudrait dans un premier temps intégrer au traité un nouveau chapitre relatif à la protection des droits fondamentaux. En outre, le rôle du Parlement européen par rapport aux exécutifs devrait être renforcé. La seconde étape passerait par la prise en compte du principe de subsidiarité ainsi que des règles inhérentes à la transparence et au contrôle démocratique. Dans ce contexte, il conviendrait de définir avant tout avec plus de précision la hiérarchie des différentes sources législatives communautaires. Enfin, la réforme prévue devrait comporter également un amendement des clauses de révision des traités, afin que le Parlement européen et les parlements nationaux soient à l'avenir plus profondément impliqués dans le processus législatif. Il sera également nécessaire de mieux mettre en exergue la légitimité démocratique. Une élection directe du président de la Commission par le Parlement européen serait une démarche particulièrement judicieuse dans ce sens.

M. Elmar BROK (Parlement européen) fait un certain nombre de remarques complétant son exposé introductif. Il fait valoir que les grands Etats membres de l'Union européenne doivent tenir compte des petits Etats membres et de leurs identités respectives. Mais alors ils se trouvent du même coup confrontés à de considérables problèmes de légitimité dans leurs propres pays. Il convient donc de trouver un équilibre entre ces deux positions à l'avenir.

Tous les protagonistes s'accordent par ailleurs à reconnaître qu'une conférence intergouvernementale devra se limiter aux sujets essentiels tels que les *left-overs* et la préparation de l'élargissement. Il ne faut pas que les débats institutionnels retardent l'élargissement. Dans ce contexte, sans aller pour autant jusqu'à modifier le traité, il faudra également discuter d'autres sujets visant à rendre l'Union plus apte à un élargissement. Les parlements nationaux en particulier devraient être mis à contribution en renforçant leurs

fonctions de contrôle surtout par rapport au Conseil. Ceci permettrait de rendre plus transparentes les décisions du Conseil.

En outre, une Commission constituée de commissaires "juniors" et "seniors", permettrait à ses membres de participer aux réunions des commissions chargées des affaires européennes au sein des parlements nationaux. Ce dispositif permettrait à la fois d'améliorer le contrôle de la Commission et des gouvernements et de promouvoir la recherche de la vérité. La convocation d'une conférence (convention) réunissant des députés des parlements nationaux et du Parlement européen constitue la bonne voie pour élaborer une Charte européenne des droits fondamentaux. Reste à décider si son texte doit être totalement inédit ou s'il peut s'inspirer de la Convention européenne des Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe. La Charte des droits fondamentaux devrait être libellée de manière à ne pas influencer les décisions des Etats nationaux et surtout à ne pas empiéter sur les compétences nationales à caractère constitutionnel et législatif. Son objectif est plutôt de garantir une protection des droits fondamentaux par rapport à la législation et aux procédures administratives de l'Union européenne. Cette stricte délimitation permettrait d'éviter des difficultés en cas de vérification par les tribunaux, en particulier en ce qui concerne la désignation de la juridiction compétente.

Tous ces efforts devraient tendre vers une harmonie entre démocratie, efficacité et transparence. Parvenir à cet objectif est la condition indispensable pour que le citoyen puisse s'identifier à l'Europe.

M. Charles-Ferdinand NOTHOMB (Belgique) résume la position du Parlement belge concernant de la réforme institutionnelle de l'Union européenne. Il convient d'éviter toute surcharge et de se limiter d'abord aux *left-overs* d'Amsterdam. Toutes les autres questions en suspens devraient faire l'objet d'une seconde réforme.

Quant à la future composition de la Commission, chaque Etat membre doit avoir le droit de désigner un commissaire. Pour une période transitoire un commissaire adjoint serait accordé aux grands Etats membres. Avec l'élargissement de l'Union, il ne sera plus possible que chaque Etat membre désigne un commissaire. A titre de compensation, il faudrait instaurer une hiérarchie entre les différents commissaires; par ailleurs, les commissaires devraient à l'avenir être indépendants par rapport à leur appartenance nationale.

La repondération des voix au Conseil devrait également tenir compte des préoccupations des grands pays ; ces derniers devraient pouvoir avoir plus d'influence sur le processus de prise de décision. On pourrait envisager la solution suivante : la pondération actuelle des voix au

Conseil serait maintenue, mais le niveau du seuil exigé pour une majorité qualifiée serait légèrement relevé. Une double majorité pourrait être introduite pour certains domaines importants. La règle de l'unanimité ne devrait être maintenue que pour les affaires relevant du droit constitutionnel. Le champ d'application de la majorité qualifiée pourrait être par contre élargi, et une majorité qualifiée élevée serait même envisageable pour certains sujets. Il serait aussi judicieux dans ce contexte de dresser un catalogue des domaines pour lesquels la majorité qualifiée ne serait pas requise.

A son avis, toutes les questions soumises à l'approbation d'une majorité qualifiée au Conseil devraient être traitées selon la procédure de codécision au Parlement européen.

Il est par ailleurs nécessaire de procéder à un dédoublement du Conseil "Affaires étrangères". Un premier Conseil se consacrerait exclusivement aux questions de politique de sécurité et de défense, tandis qu'un second serait compétent pour tous les autres domaines. En outre, les parlements nationaux devraient être impliqués, parallèlement au Parlement européen, dans les processus de décision de l'Union européenne. Tout texte et déclaration à caractère constitutionnel, toute charte devrait être préparés de concert par ces organes. Il faut néanmoins veiller à ce que ces textes soient lisibles pour le citoyen. Une alternative consiste par ailleurs à fournir une version consolidée et compréhensible des textes de traités existants. Pour conclure, la suggestion faite par MM. Brok et Meyer de convoquer une conférence qui serait en quelque sorte une COSAC élargie, est une démarche positive et judicieuse pour résoudre les problèmes en suspens.

Reinhart GAUGG (Autriche) fait valoir que le Parlement européen risque d'être dépassé par l'ampleur des tâches mentionnées jusqu'à maintenant. Les réformes institutionnelles ne doivent pas se focaliser sur des problèmes isolés, tels que la question de savoir si chaque pays peut désigner un représentant à la Commission. Il s'agit plutôt de réformer de fond en comble les différents organes. Les commissaires devraient en tout cas faire preuve de plus d'équité à l'égard des pays candidats à l'adhésion et déterminer des critères clairs pour celle-ci.

Enfin, l'intervenant adopte une position critique quant à la suppression de la règle de l'unanimité qui est envisagée, cette règle ayant joué un rôle déterminant pour l'adhésion de l'Autriche à l'Union européenne.

Jerzy JASKIERNIA (Pologne) déclare que les réformes institutionnelles ne constituent pas une condition préliminaire à l'élargissement de l'Union, mais qu'elles en garantiraient un

déroulement plus facile. On s'attache actuellement en Pologne à lever tous les obstacles à l'élargissement. C'est ainsi que toutes les propositions de loi font l'objet d'une vérification quant à leur conformité avec le droit communautaire. La Commission des Affaires européennes du Parlement polonais a par ailleurs la possibilité d'intervenir à chaque phase de la procédure législative. La Pologne souhaite que la question de l'adhésion de nouveaux Etats membres soit abordée avec réalisme. Le sommet d'Helsinki pourrait peut-être déjà fixer un calendrier dans ce sens. Pour sa part, la Pologne aura conclu la phase de préparation à l'adhésion d'ici la fin de 2001.

L'intervenant ne voit pas très bien quel sera le lien entre la Charte des droits fondamentaux envisagée et l'actuelle Convention des Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe. Il se pose en outre la question de la finalité d'une telle charte. On peut enfin se demander si une adhésion à la Convention européenne des Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe ne serait pas suffisante.

Michel BARNIER (France) confirme que c'est à une conférence intergouvernementale de discuter des réformes institutionnelles. Cependant, l'Union européenne ne peut pas tout faire à la fois. Il est donc judicieux de constituer des groupes de travail qui travailleront en amont sur les différents problèmes à régler. Ce dispositif a fait ses preuves lors de la préparation de l'Union Economique et Monétaire. Le traité d'Amsterdam comporte certes de nombreuses améliorations mais présente en même temps d'importants déficits. Il faudrait en particulier que les mécanismes de fonctionnement de l'Union européenne soient plus performants. Ceci vaut surtout dans la perspective de l'élargissement. Les pays candidats devraient en effet intégrer une Union qui fonctionne bien. En même temps, il faut éviter que l'élargissement ne soit repoussé. L'intervenant pense que l'élargissement ne pourra pas être réalisé avant la fin de l'an 2000. Or les réformes institutionnelles prévues pourraient être achevées d'ici-là. Il ne faudrait pas en l'occurrence se cantonner aux *left-overs* d'Amsterdam, mais intégrer également des dispositifs internes régissant notamment les rapports entre le Parlement européen et les parlements nationaux, l'amélioration de la coopération ou la possibilité d'organiser des référendums à l'échelle européenne. Il convient par ailleurs de rédiger un texte clair sur la subsidiarité et de fixer de manière explicite les compétences de l'Union européenne. Pour ce qui est de la prochaine COSAC, l'intervenant propose que chaque Etat membre y présente ses idées et ses conceptions en vue de mieux intégrer le citoyen dans le débat européen. Ces propositions pourraient ensuite donner lieu à une synthèse afin d'aborder les problèmes en suspens dans des conditions optimales.

Richard CORBETT (Parlement européen) considère qu'il est urgent d'étendre le principe de la majorité qualifiée à presque tous les domaines. Ceci s'impose d'autant plus que l'Union européenne pourra compter un jour jusqu'à 27 Etats membres. La règle de l'unanimité ne devrait donc plus s'appliquer qu'à un nombre très restreint de cas. Une décision à la majorité devrait être la règle non seulement en ce qui concerne les questions politiques, mais aussi en matière de nomination à certains postes, comme par exemple l'élection du président de la Commission ou du président de la Banque Centrale. L'intervenant voit par contre d'un oeil critique les propositions relatives à l'introduction d'une double majorité ou au relèvement du seuil pour la majorité qualifiée, car ceci rendrait beaucoup plus difficile la prise de décision au niveau européen, d'autant plus que dans la période à venir, l'activité législative de l'Union se concentrera sur l'amendement d'actes juridiques existants plutôt que sur l'adoption de nouvelles dispositions. Il ne voit donc pas de raisons d'accorder à des minorités le droit de bloquer ces amendements par leur veto. D'une manière générale il propose que les Etats membres ratifient les réformes institutionnelles de l'UE ainsi que l'adhésion de nouveaux membres en un seul "paquet". L'intervenant est enfin d'avis que c'est un comité des sages qui devrait préparer la prochaine conférence intergouvernementale. Celui-ci devrait se composer de personnes qui jouissent de la confiance des Etats membres et dont la nomination pourrait aussi se faire en concertation avec la Commission.

Vincenzo MUNGARI (Italie) rappelle que dans une déclaration relative au traité d'Amsterdam, les Etats membres étaient convenus d'élaborer une version consolidée des actes et traités européens. Les modifications effectuées jusqu'à ce jour ne concernent en fait que des simplifications apportées aux traités fondateurs. L'intervenant attire par ailleurs l'attention sur la faiblesse de la position du Parlement européen dont le rôle se limite pour l'essentiel à des prises de position non contraignantes sur les projets de loi. Ce sont en effet le Conseil, la Commission et les gouvernements nationaux qui ont le dernier mot. Cet état de choses fait que l'Union européenne souffre clairement d'un déficit démocratique. Ce sont les principes d'homogénéité et d'efficacité qui devraient primer dans le cadre d'une réforme de la Commission. Chaque Etat membre devrait avoir un représentant au sein de la Commission. Enfin, une coopération accrue s'impose dans le domaine des relations extérieures. Etant donné de nombreux points de divergence, on peut néanmoins douter de la possibilité de définir une ligne commune. Cependant, les conférences intergouvernementales pourraient tout au moins essayer de dégager des approches communes pour parvenir à des décisions en matière de politique étrangère. En dehors de ce point, il existe aussi des projets de réforme qui pourraient être soutenus par tous les Etats membres : c'est surtout le cas pour l'adoption d'une Charte des droits fondamentaux ainsi que pour la codification des droits de l'Homme.

Tassos PAPADOPOULOS (Chypre) rappelle que le problème des réformes institutionnelles a déjà été discuté plusieurs fois à la COSAC, sans jamais conduire à des résultats concrets. Mais étant donné que la session en cours permet de constater une plus forte convergence des opinions, il conviendrait d'élaborer un texte qui pourrait être discuté et adopté lors de la prochaine COSAC. Son pays place par ailleurs de grands espoirs dans le Conseil européen de Cologne et en attend des déclarations concrètes.

De manière générale, il faut parvenir à l'avenir à un meilleur équilibre entre les différents organes de la Communauté. L'objectif n'est pas seulement un accord entre les gouvernements mais aussi une unité entre les peuples. Il faut pour ce faire une coopération renforcée entre les parlements nationaux et le Parlement européen. Les réformes institutionnelles ne devraient en aucun cas constituer un obstacle à l'élargissement de l'Union. Les réformes doivent être mises en chantier le plus rapidement possible. Lorsqu'il est question de l'élargissement de l'Union, on cite toujours en priorité les pays d'Europe centrale et orientale. Il ne faudrait pas en l'occurrence oublier les pays du Sud de l'Europe, à savoir Chypre et Malte. Après leur adhésion, les nouveaux membres devraient bénéficier des mêmes droits de participation aux décisions. C'est ainsi que le droit de désigner un représentant à la Commission devrait être accordé soit à chacun des pays nouvellement admis, soit à aucun d'entre eux.

Tunne KELAM (Estonie) constate qu'il est entre-temps communément admis qu'il existe un lien entre la réforme institutionnelle de l'Union européenne et son élargissement. Dans la mesure où, conformément à plusieurs suggestions, la réforme doit être préparée par un comité des sages, il propose que ce dernier organise des réunions plus informelles auxquelles seraient aussi conviés des représentants des Etats d'Europe centrale et orientale. On pourrait ainsi discuter dans un cadre informel de l'avenir de l'Europe. A l'instar des orateurs précédents, l'intervenant voit aussi la nécessité d'étendre le principe de la majorité qualifiée. Les candidats à l'adhésion devraient en l'occurrence être effectivement impliqués dans les futures discussions et informés en conséquence, notamment pour ce qui est de la fixation éventuelle de seuils pour les décisions à la majorité. Après leur adhésion, les nouveaux Etats membres devraient bénéficier des mêmes droits que les anciens. Cela signifie en particulier que chaque pays peut désigner un représentant à la Commission. Par ailleurs, le rôle du Parlement européen doit être renforcé, surtout au niveau de la coopération avec les parlements nationaux. Il convient d'améliorer la transparence et d'étendre l'obligation de reddition des comptes. Ainsi que l'a souligné le co-président Pflüger dans son discours de bienvenue, il est important que l'Union européenne exporte les principes de l'Etat de droit et la stabilité vers les nouvelles régions intégrées à l'Europe. La réforme des institutions européennes ne doit en

aucun cas servir de prétexte pour différer le processus d'élargissement. On est cependant en droit d'attendre que les pays candidats remplissent les critères requis pour une adhésion.

Sandra FEI (Italie) déclare que la base d'une union politique en Europe reste encore à créer. En Italie, on est déçu que celle-ci n'ait pas encore pu être mise en oeuvre avec le traité d'Amsterdam. L'Europe doit continuer à oeuvrer en vue de définir sa propre position, avec une approche complémentaire par rapport aux Etats-Unis. Parallèlement au problème de l'absence de démocratisation au sein des institutions européennes, il subsiste en Europe un énorme déficit en matière d'information et il convient absolument de le dépasser, si l'on veut se rapprocher des citoyens.

Le co-président Willi STÄCHELE remercie les participants pour cette fructueuse discussion. Il indique que plusieurs propositions d'amendement ont été soumises concernant l'appel à voter pour le Parlement européen. Etant donné l'heure tardive, il propose de remettre la discussion à l'après-midi.

Relations entre l'UE et les tiers Politique étrangère et de sécurité commune de l'UE

Dans son exposé introductif, M. Dr. Friedbert PLÜGER, co-président, évoque le rôle de l'OTAN et la situation de l'UE à l'égard des Etats-Unis. Du point de vue allemand, l'OTAN est indispensable à la sauvegarde de la paix et la sécurité en Europe. Les Etats-Unis, le Canada et l'Union européenne constituent une zone de sécurité indivisible. La tâche proprement dite de l'Alliance consiste à assurer la défense collective de l'Europe et non pas à assumer un rôle d'intervention dans le monde entier. Ce qui importe, c'est l'élargissement de l'Alliance au sud-est de l'Europe. L'amitié avec les Etats-Unis fait partie intégrante de la politique de sécurité européenne, la présence des Etats-Unis favorise les intérêts de l'Europe en matière de sécurité et contribue à la stabilité et l'équilibre en Europe. La critique concernant la prédominance des Etats-Unis dans le conflit du Kosovo et la dépendance de l'UE à leur égard pour la gestion de crises, n'est pas justifiée. En réalité, les reproches ne doivent pas s'adresser aux USA : ce ne sont pas les USA qu'il faut critiquer, mais la faiblesse de l'Europe. Il faut que l'Europe s'attache à renforcer sa position. Ceci suppose surtout aussi la prise en charge de dépenses de défense plus élevées et une meilleure coordination des efforts d'armement.

En conclusion, l'orateur déclare qu'il est grand temps de faire valoir également sur le plan politique le poids économique de l'UE. Il faut que l'UE devienne un acteur politique, également sur le plan global. Dans une région telle que le Proche-Orient, par exemple, l'Union ne doit pas se contenter d'être le principal bailleur de fonds, elle doit aussi exprimer clairement son point de vue politique. Au fond, le traité d'Amsterdam offre toutes les conditions requises à cet égard : la fusion de l'UEO et de l'UE permettrait de resserrer les structures décisionnelles en matière de politique de sécurité et de défense. S'il importe de tenir compte des Etats neutres, la nécessité de renforcer la capacité d'action rend néanmoins cette fusion indispensable. Par ailleurs, l'orateur fonde des espoirs sur l'institution du Haut Commissaire à la PESC. A son avis, l'union personnelle entre le secrétaire général de l'UEO et le Haut commissaire serait propre à faciliter bien des choses. S'agissant de la création d'une unité d'analyse, il convient de se reporter aux ressources et compétences dont dispose la Commission. Il serait judicieux de concentrer, à la Commission, au sein d'un seul cabinet les compétences en matière de relations étrangères de l'UE actuellement réparties entre quatre commissaires. Par ailleurs, le co-président Pflüger plaide en faveur de la création d'un Conseil de politique de sécurité assisté d'une équipe correspondante de collaborateurs, qui ne déploierait cependant pas son action parallèlement à celle de l'OTAN.

En conclusion, M. PFLÜGER souligne qu'une nouvelle PESC efficace doit reposer à la fois sur la volonté des Etats membres de l'UE et sur de nouvelles structures solides. La guerre du Kosovo montre que dans les régions où l'UE n'est pas présente règnent, au lieu de la stabilité, le chaos et le désordre. Le conflit du Kosovo doit nous amener à conclure que l'UE doit gagner un profil politique plus rapidement peut-être qu'on ne le pensait jusqu'ici.

Etant donné que 26 participants ont demandé la parole, le co-président prie les intervenants de respecter, pour la suite de la discussion, le temps de parole convenu.

M. Enrique BARON CRESPO (Parlement européen) expose l'attitude du PE dans sa récente résolution. Le PE demande lui aussi que l'UE ne se contente d'agir sur le plan économique mais devienne aussi un acteur politique. Le nouvel instrument juridique de la "stratégie commune" a occupé une large place dans la discussion au PE. Il convient plus particulièrement de développer de telles stratégies communes à l'égard de la Russie, de l'Ukraine et des Etats riverains du Bassin méditerranéen. Le PE considère que les problèmes fondamentaux de l'Europe sont actuellement l'identité européenne et la politique étrangère et de sécurité commune. Il faut que l'UE mette sur pied une politique de sécurité et de défense commune disposant de ses propres forces armées.

M. Alain BARRAU (France) estime nécessaire de restreindre la responsabilité américaine dans les conflits européens tels que le conflit du Kosovo. En effet, s'agissant de questions de politique de défense et de sécurité, ce sont avant tout les Européens qui sont appelés à agir. Le traité d'Amsterdam étant entré en vigueur, des instruments appropriés sont prévus à cet effet, et les Européens sont prêts, par ailleurs, à engager une politique de sécurité et de défense collective. L'alliance de défense n'est pas mise en cause si l'Europe refuse le statut de géant économique tout en étant réduit à celui de nain politique, surtout dans le domaine de la politique de sécurité et de défense. Partant du fait qu'en matière de politique de sécurité et de défense, les structures organisationnelles et décisionnelles sont manifestement dominées par les USA, il convient d'examiner, également en public, dès lors que des valeurs fondamentales de l'Europe sont en cause, comment changer la situation actuelle, qui n'est pas satisfaisante. L'indépendance de l'Europe requiert impérativement une politique européenne de sécurité et de défense collective et responsable.

M. Pierre BEAUFAYS (Belgique) demande comment l'on entend réaliser le renforcement, si souvent invoqué, de la politique de sécurité et de défense. L'absence de volonté politique, conséquence des divergences de vues des Etats membres sur des questions fondamentales, est évident dans ce que l'on appelle la déclaration de Brême. Il aimerait connaître la position allemande concernant la définition d'une politique de défense européenne collective. L'unité d'analyse à mettre en place dans le cadre du secrétariat du Conseil doit être fortement et efficacement structurée. Cependant, il ne serait pas opportun de la "cloisonner". Bien au contraire, il convient de s'attacher à une coopération plus étroite avec la Commission. La protection de la dignité de l'Homme, qui est la tâche primordiale de la PESC, suppose nécessairement la création d'une "combined force".

M. Ignasi GUARDANS I CAMBO (Espagne) souligne qu'il importe, lors du développement de la PESC, de tenir compte tout particulièrement des susceptibilités et spécificités nationales. Il plaide en faveur de la création d'instruments nouveaux dans le cadre de la PESC. Les stratégies communes supposent notamment que des informations suffisantes soient disponibles. L'intégration de l'UEO dans l'UE est indispensable à son avis. Celle-ci nécessite un cadre nouveau, par exemple pour les Etats associés à l'UEO. Il faut également se demander comment doit être réglé, dans l'avenir, le suivi parlementaire de la politique de sécurité et de défense, surtout lorsque l'UEO sera intégrée dans l'UE.

M. Francisco TORRES (Portugal) évoque le rapport entre l'élargissement de l'UE et le développement de la PESC. Il rappelle les priorités de l'UE et le lien indissoluble entre réformes institutionnelles, élargissement et organisation de la PESC.

M. Peter SCHIEDER (Autriche) déclare que l'Autriche ne songe nullement, en tant que pays neutre, à se soustraire à la solidarité et la responsabilité au sein de l'UE. Cependant, il existe des réserves concernant les pactes militaires. L'orateur souligne cependant que l'Autriche a toujours contribué de manière très active aux interventions de l'ONU. L'orateur pose également la question de savoir quelle sera, dans le cadre de la PESC, l'assemblée parlementaire - l'Assemblée de l'UEO ou le Parlement européen? Il aimerait aussi savoir si le secrétaire général de cette assemblée pourrait aussi provenir d'un Etat non membre de l'UEO. Par ailleurs, il souhaite que l'UE soit moins réticente aux contacts avec d'autres organisations internationales, par exemple avec le Conseil de l'Europe au sujet de la question des minorités, et la CSCE au sujet du désarmement.

M. Lojze PETERLE (Slovénie) constate que les sources de conflit dans les Balkans ont été considérablement sous-estimées et souligne la responsabilité européenne concernant la paix et la stabilité dans cette région. A son avis, l'eupéanisation de la situation conflictuelle dans les Balkans est la tâche primordiale de l'UE.

Mme Maria DAMANAKI (Grèce) estime nécessaire d'examiner la cause des déficiences et déficits de la contribution européenne à la résolution de conflits tels que celui du Kosovo. Elle attribue également la première priorité, au plan européen, à l'eupéanisation de la question du Kosovo. Ensuite, il faut se demander comment y associer les USA. L'Europe, cela est absolument nécessaire, doit se consacrer avec autant d'énergie à la PESC qu'à d'autres domaines, dont les domaines économiques notamment. Dans le domaine de la PESC, de très importantes décisions sont à prévoir dans les cinq prochaines années. A cet égard, il faut s'employer à temps en faveur d'une participation satisfaisante des citoyens.

Mme Sandra FEI (Italie) rappelle les échecs de l'UE dans la solution des crises des Balkans. La création de l'institution "Monsieur PESC" revêt d'autant plus d'importance. Du point de vue italien, il convient de définir une nouvelle PESC dans le cadre d'un "quatrième pilier". La responsabilité en matière de politique étrangère et de sécurité doit à nouveau être conférée à l'Europe. L'accord franco-britannique de Saint-Malo peut servir d'exemple à cet égard. La voie sur laquelle s'est engagée l'OTAN révèle la tendance pernicieuse à s'ériger en juge pour le monde entier, alors que la politique étrangère doit être régie par le principe de la coopération. L'UE doit continuer à se présenter aux yeux des pays du tiers monde comme puissante alternative à côté des USA. Elle dispose de la puissance économique, condition de sa capacité d'action, il faut maintenant que s'y ajoute la volonté politique.

Pour M. Assen AGOV (Bulgarie), le conflit du Kosovo constitue une mise en garde pour tous les Européens. Il souligne la nécessité d'intégrer toutes les régions de l'ex-Yougoslavie sans

toutefois leur réserver systématiquement un traitement "non différencié". La Croatie, par exemple, ne souhaite pas d'égalité de traitement avec l'Albanie. Il faut donc mettre en oeuvre une politique commune comportant des différenciations spécifiques à chacun de ces pays. Les domaines politiques marché intérieur, union économique et monétaire européenne, "troisième pilier" et PESC étant interdépendants, la solution des divers problèmes requiert une vue d'ensemble. La crise du Kosovo constitue la "dernière bataille de la Guerre froide". A cet égard, il faut exiger plus d'efforts des Européens.

M. Michael STÜBGEN (Allemagne) rappelle que le traité d'Amsterdam prévoit aussi l'éventualité d'une mission opérationnelle. Cependant, en l'absence de crédits budgétaires suffisants, il ne voit pas de possibilité concrète à cet égard. C'est aux parlements qu'il appartient d'augmenter les crédits, le cas échéant en exerçant la pression nécessaire sur leur gouvernement. Il faut, sous la présidence finlandaise, faire progresser l'intégration de l'UEO dans l'UE. Le plan par étapes proposés à l'époque par le ministre des Affaires étrangères allemand, Klaus Kinkel, pourrait servir de modèle. Il conviendrait aussi d'inscrire dans le traité de l'UE la coopération dans le domaine de l'armement en tant que tâche à moyen et long terme de la PESC. Enfin, le Haut représentant de la PESC devrait être doté de moyens d'action suffisants, tout en tirant parti des compétences et des ressources de la Commission. L'orateur est d'avis qu'à terme la compétence de régler les questions de la PESC devrait être attribuée à la Commission.

Mme Tuija BRAX (Finlande) estime que l'UE doit assumer plus de responsabilité politique dans le monde. Elle invite à une plus large prise en compte, dans la définition de la nouvelle PESC, de la situation des pays non alignés. Après la conclusion du traité d'Amsterdam, l'UE doit gagner un profil plus tranchant vis-à-vis de l'OMC, conformément à sa responsabilité accrue. "M. PESC" doit assumer une responsabilité particulière vers l'extérieur en matière de politique des consommateurs, de la santé et de l'environnement tout comme dans le domaine de la lutte contre le travail des enfants, par exemple.

Mme Dolores CRISTINA (Malte) souligne la nécessité d'une politique de sécurité cohérente de l'UE. Le traité d'Amsterdam énonce les premières conditions requises à cet égard. Elle préconise le pacte de stabilité pour l'Europe du sud-est ainsi qu'une politique renforcée du Bassin méditerranéen.

Mme Doros THEODOROU (Chypre) déclare que Chypre souhaite son admission en qualité de membre puisqu'il adhère aux mêmes valeurs que les Etats membres de l'UE mais souhaite aussi renforcer sa sécurité face à la menace turque. Cependant, le conflit du Kosovo a révélé de façon inquiétante que l'Europe n'est nullement en mesure de garantir la sécurité souhaitée.

Mme Theodorou poursuit sur un commentaire critique du rôle des USA au Kosovo, qui est l'expression de la prédominance américaine en Europe. Elle exhorte l'UE à s'employer plus résolument en faveur de la paix.

M. Maurice LIGOT (France) souligne que l'UE mène la guerre au Kosovo à la suite de violations des droits de l'Homme. A son avis les groupes de problèmes à résoudre lors du développement d'une nouvelle PESC efficace sont les suivants : les instances décisionnelles doivent être structurées efficacement sur une base démocratique et acceptées par la population. Le Haut Représentant, qui doit appartenir à l'exécutif, doit être doté de larges pouvoirs. Compte tenu de l'absence de synergie et de la fragmentation que l'on note dans le domaine de la politique européenne de sécurité et de défense actuelle, il convient de mieux coordonner et mettre en oeuvre les capacités européennes existantes. Il est inadmissible que l'on continue à comprimer les budgets des Etats membres aux dépens des budgets de la défense, et l'UE doit être dotée de moyens suffisants lui permettant de développer, face aux USA, l'identité propre de l'Europe. Des stratégies européennes spécifiques communes seront nécessaires dans l'avenir, également vis-à-vis de la Russie.

M. Loukas APOSTOLIDIS (Grèce) énonce comme objectif déclaré de l'UE, la création d'une puissance politique autonome. Il reconnaît l'existence, en principe, de la volonté de l'UE à cet effet, mais on déplore de graves déficits. S'agissant des relations entre l'OTAN et l'UE dans le conflit du Kosovo, le rôle de celle-ci est déplorable et pitoyable. Elle se révèle incapable d'assumer une responsabilité commune et demeure en quelque sorte "en marge des événements". Or, il est inconcevable que l'on accepte le monopole des USA pour la solution du conflit. Il demande la convocation, avant l'hiver, d'une conférence des Balkans qui sera chargée de résoudre les problèmes des réfugiés et de l'environnement liés au conflit du Kosovo.

M. José SARAIVA (Portugal) demande quel sera le prix du développement d'une identité européenne de sécurité. Jusqu'à présent, on a laissé les USA se charger essentiellement de la mise en oeuvre et du financement des diverses mesures.

Relations entre l'UE et les tiers
Relations commerciales de l'UE avec les USA, l'Amérique latine et les pays de
l'ASEAN

M. Philippe HERZOG (Parlement européen) déclare que l'Union européenne est certes une puissance commerciale mais n'est pas en mesure, en dépit de sa puissance économique, de mener une véritable politique en matière de commerce extérieur. L'expérience a montré ces derniers temps que les USA réussissent de plus en plus à faire prévaloir leurs intérêts commerciaux. A plusieurs reprises ont surgi dans ce domaine des conflits que l'on aurait pu éviter si l'on s'était mis d'accord à temps sur des solutions satisfaisantes pour les deux parties en cause. La sûreté des produits alimentaires est prioritaire pour le Parlement européen. Actuellement, les relations commerciales avec les Etats d'Amérique du Sud accusent une régression et présentent des difficultés considérables, par exemple à propos des concessions dans le domaine Mercosur. Le dialogue avec les Etats du sud-est asiatique se révèle tout aussi difficile. S'agissant de la défense de ses intérêts, il est à craindre que l'Europe perde encore du terrain si l'on ne parvient pas à assurer la continuité dans les négociations et une attitude commune de la part du Conseil. Le Parlement européen, qui a déjà organisé trois auditions publiques à ce sujet, réclame plus d'information et de participation au processus de négociation. Dans ces domaines, il souhaite aussi coopérer avec les parlements nationaux et pas seulement avec le Conseil et la Commission européenne.

M. Henk DE HAAN (Pays-Bas) souligne l'importance particulière de l'OMC ainsi que les espoirs que l'on fonde, pour le développement économique dans le monde, sur le processus de négociation qui sera engagé au mois de décembre. La promotion du développement économique en Europe centrale et orientale est de nature à contribuer tout particulièrement à la stabilisation politique dans cette région. A son avis, le dénuement matériel doit appartenir au passé, tout comme les conflits résultant des clivages économiques entre les intéressés. A son avis, il importe que les négociations OMC à venir aboutissent à une vaste libéralisation des échanges de services et que la protection de la propriété intellectuelle ainsi que la question des droits d'auteur soient également mises sur le tapis et discutées. La possibilité pour les pays en développement de participer à égalité de droits aux négociations est également très importante. Les pays "faibles" surtout doivent être pris en considération afin qu'ils puissent, eux aussi, faire valoir leurs intérêts.

Mme Nicole CATALA (France) évoque les litiges qui opposent l'UE et les Etats-Unis. Elle estime que dans la pratique les USA n'appliquent pas les règles de l'OMC de manière équilibrée. Cependant, à mesure que la globalisation progresse, l'Europe doit exiger une juste

application de ces règles. Le Conseil européen doit donner à la Commission européenne un mandat clairement défini afin que celle-ci puisse défendre les intérêts européens communs. Il faut faire progresser la Charte des droits fondamentaux de sorte que ces droits puissent être intégrés efficacement dans les prises de position dans le domaine du commerce extérieur.

LORD TORDOFF (Royaume-Uni) déclare, que dans les relations commerciales interviennent aussi des implications environnementales. Il importe d'assurer pour le citoyen de l'Union une meilleure protection du consommateur. Des précautions sont extrêmement importantes, surtout en considération des produits alimentaires génétiquement transformés. Il est inadmissible que les USA imposent au consommateur de l'UE ce qu'il doit ou non consommer. Sans cesse le législateur est confronté aux craintes qu'inspirent au consommateur les aliments génétiquement transformés. Les parlementaires auraient mauvaise grâce de les ignorer. Il faut expliquer aux USA qu'à cet égard la psychologie joue un rôle.

M. Paul HATRY (Belgique) félicite la présidente pour sa note d'introduction sur les relations commerciales et rappelle que les relations commerciales entre les USA et l'Union européenne n'ont jamais été sans problème. Le dialogue entre l'UE et les USA sur les problèmes commerciaux a particulièrement souffert du fait du mécanisme institué dans le cadre de l'OMC pour le règlement des litiges. Les litiges survenus ces derniers temps le montrent très clairement. En outre, il arrive fréquemment que les USA ne se comportent pas conformément aux règles de l'OMC, ce qui est critiquable. L'orateur est d'avis qu'à l'occasion de la prochaine ronde de négociations de l'OMC, il faudra plus particulièrement s'attacher à la libéralisation du domaine des services. Par ailleurs, il faut minimiser les nombreuses zones de libre-échange et parvenir en même temps à une simplification à l'aide d'accords plus vastes. Ce qui pose également problème pour lui c'est la régression des exportations de l'UE précisément dans les secteurs où le progrès technologique et scientifique constitue la condition nécessaire et joue pas conséquent un rôle important. A cet égard, l'UE n'est plus en tête du peloton.

M. Pedro SOLBES MIRA (Espagne) estime qu'il y a inégalité entre l'Union européenne et les USA quant à leur position de négociation. Les USA ont gagné une prépondérance lorsqu'il s'agit de faire prévaloir leurs points de vue. Pour ce qui est des produits génétiquement modifiés, l'orateur est convaincu, sans considération des revendications de l'opinion, de la nécessité de l'étiquetage. Le consommateur doit pouvoir choisir librement les denrées qu'il entend consommer. Quant à la nouvelle ronde de négociations de l'OMC, il partage le point de vue des orateurs qui l'ont précédé : au premier plan doivent figurer la libéralisation du secteur des services et les questions concernant la propriété intellectuelle. Par ailleurs, il faut réserver une plus large place dans la discussion aux intérêts des pays de l'Amérique latine. Certes, l'UE a conclu des accords d'association avec ces pays, mais il importe de renforcer

dans l'ensemble la coopération commerciale et, par le biais d'autres accords, les structures politiques et économiques des pays d'Amérique latine.

M. Tino BEDIN (Italie) souligne que le secteur agricole constituera un des points centraux de la ronde de négociations de l'OMC. Surtout les subventions dans ce secteur offrent matière à discussion et conflit, et c'est dans ce secteur qu'il entrevoit des problèmes pour la conclusion d'accords de l'UE avec les pays d'Amérique latine ou le Mercosur, ces pays exportant essentiellement des produits agricoles. Il s'agit là d'un sujet très sensible et il faut éviter dans ce secteur tout progrès des négociations aux dépens de l'agriculture de l'UE. A son avis, cela serait inadmissible. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que des négociations auront lieu prochainement en vue de la conclusion de nouveaux accords pour le Bassin méditerranéen.

Mme Maria Manuela AUGUSTO (Portugal) demande dans son intervention que soit encouragées et développées les relations avec les Etats d'Amérique latine dans le domaine de la politique commerciale. Il faut poursuivre systématiquement sur la voie dans laquelle on s'est engagé dans les années 80 afin d'approfondir encore davantage les relations existantes. Cependant, l'intervenante est d'avis qu'il ne serait pas judicieux d'accorder un rôle de premier plan aux seuls aspects politiques et commerciaux. Il importe aussi de réserver dans les accords une place aux aspects sociaux et de contribuer ainsi à l'amélioration des conditions de vie.

Révision du règlement intérieur de la COSAC/ Constitution d'un groupe de travail/présence de la COSAC sur Internet

Le co-président Willi STÄCHELE prie les invités installés sur les tribunes des visiteurs de quitter la salle, car la réunion doit avoir lieu à huis clos pour ce point de l'ordre du jour.

Il fait remarquer en introduction que le traité d'Amsterdam a induit une modification importante pour la COSAC. Le Protocole sur les parlements nationaux des Etats de l'Union européenne fait référence explicitement pour la première fois à la COSAC, cette dernière se voyant accordé le droit de présenter aux organes de l'UE toute contribution qui lui semble pertinente. De nombreuses propositions visant à amender le Règlement intérieur de la conférence avaient déjà été présentées lors de la XIXième COSAC à Vienne ; elles concernaient notamment l'amélioration des méthodes de travail, la périodicité des réunions, la possibilité de convoquer des séances extraordinaires ainsi que les modalités de vote. Il avait été par ailleurs suggéré d'élaborer une version officielle du Règlement intérieur en anglais. La

question des futures langues de travail de la COSAC reste d'ailleurs en suspens. La partie allemande plaidera activement en faveur de l'adoption de l'allemand en tant que troisième langue de travail. En outre, la question de l'admission du public à la conférence pourrait être réglée à l'avenir par une disposition contraignante dans le cadre du Règlement intérieur.

La question de l'avenir du site Internet de la COSAC est également très importante. Dans ce contexte, l'orateur remercie les collègues du Luxembourg qui ont créé et géré le site de la COSAC sur Intranet dans le passé. Pour assurer un meilleur accès du public à ce site, sa gestion devrait être dorénavant confiée au Parlement européen, afin que les citoyens de l'Europe - et plus particulièrement ceux des Etats candidats à l'adhésion - puissent eux aussi avoir accès aux informations concernant la conférence.

Lors de la dernière COSAC à Vienne, M. Imbeni, vice-président du Parlement européen, a suggéré la création d'un groupe de travail pour préparer les amendements au Règlement intérieur. Une telle démarche ne peut être que bénéfique, car des consultations en plénière risquent d'être longues et laborieuses. C'est pourquoi il propose que la conférence d'aujourd'hui décide de la mise en place du groupe de travail. Ce dernier devrait comprendre des représentants de la Troïka et du Parlement européen et être par ailleurs ouvert aux représentants de chaque Etat membre qui souhaite y participer. Chaque Etat membre peut désigner un représentant pour ce groupe. Le groupe de travail devrait présenter un rapport intermédiaire dès la prochaine conférence en octobre à Helsinki ; le nouveau Règlement intérieur pourrait être ensuite adopté dans le cadre de la conférence de printemps.

Esko AHO (Finlande) déclare qu'une décision relative au Règlement intérieur devrait être prise dès la prochaine COSAC en octobre à Helsinki. Il propose le calendrier de travail suivant pour parvenir à cet objectif : la conférence d'aujourd'hui doit d'abord décider de mettre en place un groupe de travail chargé de l'élaboration du Règlement intérieur. Devraient y participer les parlements nationaux, notamment des membres des commissions chargées des Affaires européennes. Le groupe de travail devrait être constitué au mois d'août. Des suggestions et propositions d'amendement pourraient être alors présentées d'ici fin août. Celles-ci donneraient ensuite lieu à la rédaction d'un document de travail. Dans une troisième phase, le groupe de travail se réunirait en septembre à Helsinki pour se mettre d'accord sur le texte à adopter d'ici la conférence d'octobre. Si, contre toute attente, cela n'était pas possible, la discussion pourrait se poursuivre dans le cadre de la COSAC même.

Renzo IMBENI (Parlement européen) se félicite expressément de la proposition finlandaise et considère qu'il n'y a rien à y ajouter. Si l'on s'en tient au calendrier proposé, il serait possible de finaliser l'accord sur le Règlement intérieur à Helsinki, faute de quoi au plus tard l'année prochaine au Portugal.

Antonio RUBERTI (Italie) demande que le Règlement qui sera élaboré permette un fonctionnement optimal de la COSAC et soit à la hauteur des missions qui lui sont confiées. A l'avenir, la COSAC devra se concentrer principalement sur le respect du principe de subsidiarité. Il suggère dans ce contexte de prévoir deux réunions spéciales de la COSAC pour discuter respectivement du Programme législatif publié chaque année par la Commission ainsi que du Rapport sur la subsidiarité.

Michel BARNIER (France) est d'avis que la création d'un site COSAC sur Internet doit s'inspirer du site Intranet existant, l'objectif principal étant de simplifier le travail interne de la COSAC. Quant à savoir si le public doit y avoir accès, il conviendra d'y réfléchir encore plus avant. Le Sénat français est en tout cas prêt à coopérer à la mise en place d'un site Internet.

Suzette VERHOEVEN (Belgique) considère la proposition finlandaise relative à la rédaction d'un Règlement intérieur comme acceptable et fait remarquer que la COSAC d'Helsinki devrait encore pouvoir procéder à des modifications du texte présenté par le groupe de travail. Il faudrait cependant décider si le groupe de travail doit être composé de fonctionnaires ou de politiques.

Le vice-président Willi STÄCHELE suggère que les travaux préliminaires du groupe de travail aient lieu dans un premier temps au niveau des fonctionnaires, pour être poursuivis ultérieurement au niveau politique dans le cadre des consultations prévues à partir de septembre à Helsinki.

UN REPRESENTANT DE LA DELEGATION FINLANDAISE

propose que les membres du groupe soient dès le départ des politiques. Ce groupe devrait être par ailleurs ouvert aux membres des commissions nationales chargées des Affaires européennes.

Tino BEDIN (Italie) apporte son soutien aux propositions finlandaises et est lui aussi d'avis que le groupe de travail doit être constitué dès le départ de politiques. Un nouveau Règlement intérieur devra en tout cas prévoir des mécanismes de conciliation performants.

Pour ce qui est du site Web de la COSAC, il importe de veiller non seulement à sa configuration technique mais aussi à son orientation politique. La définition de celle-ci devra être du ressort de la COSAC.

Jacob BUKSTI (Danemark) déclare que la proposition finlandaise relative à l'élaboration du Règlement intérieur de la COSAC est excellente et qu'elle bénéficie de son soutien plein et entier. Après la rédaction d'une première mouture du texte, il conviendrait cependant de prévoir une concertation préliminaire via les responsables de délégation au sein des commissions nationales chargées des Affaires européennes. Cette procédure augmenterait les chances de parvenir à un accord lors de la conférence d'Helsinki. Il souscrit en outre en totalité aux remarques faites par la présidence à propos de la création d'un site Web de la COSAC. Il serait judicieux de créer également un groupe de travail chargé de cette question.

José MEDEIROS FERREIRA (Portugal) considère que si la proposition finlandaise est adoptée, il y a bon espoir qu'un nouveau Règlement intérieur de la COSAC puisse être encore adopté cette année. On peut simplement se demander quel rôle sera dévolu à la Troïka dans ce groupe de travail et comment la coordination se déroulera au cas par cas.

Jos SCHEUER (Luxembourg) propose deux démarches en parallèle pour la création d'un site Internet. Ce dernier devrait d'une part contenir des informations relatives à la COSAC en tant que telle et d'autre part faciliter l'échange d'informations entre les Parlements et entre les commissions chargées des Affaires européennes. On pourrait éventuellement envisager un système de rotation pour la gestion dudit site. Le Luxembourg est pour sa part prêt à en transférer l'organisation au Sénat français qui a fait état de son intérêt à ce propos. Un groupe de travail pourrait ensuite déterminer les contenus des rubriques du site. Ce dernier aurait ainsi une dimension non seulement technique mais aussi politique.

Renzo IMBENI (Parlement européen) précise que le Parlement européen n'a pas l'intention d'interférer dans les propositions relatives à la gestion du site Web et qu'il s'est contenté d'offrir ses services pour prendre en charge le site en permanence et apporter son soutien au projet.

Le co-président Willi STÄCHELE remercie les participants pour cette discussion animée et constate que, conformément à la proposition finlandaise, il a été décidé de mettre en place un groupe de travail composé de politiques, avec l'intention de présenter un projet de Règlement intérieur pour la prochaine COSAC à Helsinki. La création d'un site Web de la COSAC donnera également lieu à la constitution d'un groupe de travail composé de fonctionnaires ; il sera chargé de faire des propositions à ce sujet en coopération avec le Parlement européen.

Adoption d'un appel à voter pour le Parlement européen.

Le co-président Willi STÄCHELE indique que le texte du projet concernant l'appel à voter pour le Parlement européen a déjà suscité le dépôt de plusieurs propositions d'amendement et que le besoin d'en discuter plus avant s'en fait impérativement sentir.

Jakob BUKSTI (Danemark) déclare qu'il faudrait d'abord décider si la COSAC doit effectivement adopter cet appel à voter.

LA DELEGATION BRITANNIQUE apporte son soutien à la proposition danoise.

UN REPRESENTANT DE L'ESPAGNE se prononce en faveur d'une adoption de cet appel sous la forme d'un texte voté à l'unanimité.

UN REPRESENTANT DE LA DELEGATION PORTUGAISE déclare que cela relève du simple bon sens que d'appeler la population de l'Europe à participer aux élections. Ceci est un bon moyen pour la COSAC de mieux se faire connaître à l'extérieur en tant qu'organisation, ceci étant vraiment l'objectif minimum à atteindre.

Renzo IMBENI (Parlement européen) exhorte les participants à la conférence à faire preuve de solidarité et de leur sens de responsabilité et à adopter l'appel. Une telle déclaration pourra avoir un effet immédiat sur l'extérieur.

Le co-président Friedbert PFLÜGER fait valoir qu'on ne peut se permettre d'ignorer les élections au Parlement européen. Il est donc judicieux que la COSAC adopte l'appel à voter. Cela ferait par ailleurs mauvaise impression à l'extérieur, si la conférence ne pouvait pas se mettre d'accord sur un texte dans ce sens.

Jürgen MEYER (Allemagne) déclare que les dates toutes proches du sommet de Cologne ainsi que des élections européennes suffisent à rendre incontournable la publication de cet appel.

UN REPRESENTANT DE LA DELEGATION ITALIENNE apporte son soutien à la proposition de la présidence allemande. Cet appel à voter met en exergue la coopération entre le Parlement européen et les parlements nationaux.

LA DELEGATION NEERLANDAISE se déclare également en faveur de l'appel, tout en étant d'avis que le texte à adopter doit être le plus concis possible.

Le co-président Willi STÄCHELE fait la synthèse de la discussion et conclut que la COSAC adoptera un appel à voter dans les conditions indiquées. Au vu des différentes propositions d'amendement, un groupe de travail - présidé par Wolfgang FISCHER, secrétaire de la Commission du Bundesrat chargée des questions de l'Union européenne - est désigné pour parvenir à un consensus sur ce sujet. Le nouveau texte pourra être présenté le lendemain à la conférence.

1er juin 1999

M. Willi STÄCHELE, co-président, ayant souhaité la bienvenue aux participants à la COSAC, la séance est reprise.

Adoption d'un appel à voter pour le Parlement européen

M. Willi STÄCHELE, co-président, commente l'appel concernant les élections européennes, qui a été révisé dans la nuit par le groupe de travail institué le jour précédent et placé sous la direction de M. Wolfgang Fischer (Allemagne). Il constate qu'il n'y a plus d'objection à la présente version du texte et que celui-ci est donc adopté à l'unanimité.

Rapport d'activité de la présidence allemande/ Etat de l'Agenda 2000 et du processus d'élargissement

M. Dr. Friedbert PFLÜGER, co-président, tout en le remerciant de sa présence à la Conférence, souhaite la bienvenue à M. Fischer, ministre fédéral des Affaires étrangères, et le prie de faire un exposé introductif sur les travaux de la présidence allemande.

M. Joseph FISCHER, ministre fédéral des Affaires étrangères, remercie la Conférence de son invitation. La date de la Conférence COSAC, deux jours avant le Conseil européen de Cologne, constitue une occasion propice à une discussion sur l'état du processus d'intégration de l'UE. Dès le début, la présidence allemande était placée sous des signes particuliers. Il était clair d'emblée quels seraient les centres de gravité de ses activités. Après l'introduction de l'euro, l'UE était confrontée à une nouvelle grande tâche, à savoir la mise au point de l'Agenda 2000 en vue d'assurer la capacité d'élargissement de l'Union tout en préservant sa capacité d'action après l'élargissement. Ces tâches impliquent également pour l'avenir des défis considérables pour l'UE. D'autres points importants sont la conclusion du pacte de l'emploi et le renforcement de la politique étrangère dans le cadre de la PESC.

Le sommet de Berlin en mars 1999 était marqué à la fois par l'adoption de l'Agenda 2000 et par le début de la confrontation directe en Yougoslavie, la crise intérieure et la crise extérieure se confondant. A la crise de la Commission européenne est encore venu s'ajouter un conflit constitutionnel, le Parlement européen ayant revendiqué un élargissement de ses droits à l'égard d'une partie de l'exécutif européen. Tous ses problèmes ont atteint leur paroxysme sous la présidence allemande, rarement une présidence s'est vue confrontée à de tels défis. Le ministre des Affaires étrangères ne songe pas à se plaindre mais tient surtout à mettre en avant les chances qui se sont offertes pour la présidence allemande. Face à ces controverses critiques, l'UE non seulement a fait preuve de cohésion, de capacité d'action et de puissance créatrice mais a conçu ces crises comme autant d'incitations à faire progresser le processus d'intégration. La présidence allemande a été couronnée de succès et a marqué un pas en avant considérable. Il appartient à la présidence finlandaise de poursuivre les travaux des six derniers mois. Pour l'avenir, faire progresser l'élargissement signifie non seulement promouvoir le processus d'intégration des Etats d'Europe centrale et orientale mais aussi mettre les Etats du sud-est de l'Europe sur la voie de l'intégration.

Quant au conflit du Kosovo : les Etats membres de l'UE ont formulé des positions communes dès le début du drame yougoslave, c'est-à-dire en 1991/92, tout en insistant sur la nécessité d'une étroite harmonisation, fait qui était extrêmement important pour le développement d'une PESC efficace. Indépendamment de toute appréciation du conflit du Kosovo en particulier, une expérience est très claire : il faut renforcer le rôle de l'Europe, et l'Europe doit non seulement pouvoir contribuer au façonnage de son destin, il faut qu'elle puisse elle-même le prendre en main. Les négociations politiques concernant le conflit du Kosovo ont maintenant atteint leur phase décisive. Les prochains jours révéleront si l'on parviendra à une solution pacifique. L'alternative à cette solution est l'escalade du conflit. L'objectif fondamental de la solution pacifique est la garantie pour les réfugiés de pouvoir retourner dans un environnement sûr. Faute de quoi, la politique de "l'épuration ethnique" et du nationalisme agressif, équivalent à une déclaration de guerre à l'Europe de l'intégration, l'emporterait.

Ce qui est déterminant, c'est une réponse à terme aux problèmes de toute la région du sud-est de l'Europe. Le pacte de stabilité projeté pour cette région revêt à cet égard une très grande importance. S'adressant aux pays candidats à l'adhésion et plus particulièrement à la Bulgarie et la Roumanie, M. Fischer souligne que le pacte de stabilité ne constitue pas une alternative au désir d'adhésion de ces pays. L'objectif du pacte de stabilité est autre: garantir la stabilité et la sécurité pour tous les Etats de la région ainsi que l'inviolabilité des frontières, parvenir à des mesures de confiance en vue de la conclusion d'accords de désarmement et dégager des garanties de sécurité réciproques.

Outre ces objectifs de politique de sécurité, le pacte de stabilité a pour but de promouvoir le développement économique dans toute la région, l'économie de marché et le libre-échange des biens et des services et, dans l'ensemble, les chances pour le développement d'une économie saine et prospère. Enfin, et c'est là la troisième pierre angulaire du pacte de stabilité à élaborer pour le sud-est de l'Europe, les efforts doivent porter en premier lieu sur la démocratisation intérieure des pays de cette région. On se reportera à cet égard aux expériences des Etats membres de l'UE depuis la création de la CE : la stabilité économique allait toujours de pair avec la démocratie, la garantie des droits des minorités, la politique et la société régies par les principes de l'Etat de droit ainsi que l'inviolabilité des frontières.

Le pacte de stabilité doit être conçu comme un processus à long terme, comparable au processus de la CSCE ayant fait suite à la Conférence d'Helsinki. A l'issue de ce processus, ceci devrait être clair pour tout un chacun, s'ouvre la perspective historique de l'adhésion à égalité de droits à l'UE. Il n'existe pas de sécurité fractionnée en Europe, il ne peut y avoir qu'une sécurité commune. La perspective d'adhésion, cela semble peut-être utopique aujourd'hui, est inéluctable.

Il est d'autant plus impérieux, pour atteindre cet objectif, d'assurer la capacité d'action de l'UE. Il faut trouver une réponse satisfaisante à cette question : comment préserver la capacité d'action d'une Europe de 19, 21 voire 31 Etats membres et comment cette Europe pourra-t-elle peu à peu devenir un véritable sujet politique? Aussi le ministre des Affaires étrangères pose-t-il avec insistance la question des réformes institutionnelles et plus particulièrement à propos de ce que l'on appelle les left-overs d'Amsterdam. La discussion tend vers une nouvelle conférence intergouvernementale, qui devrait s'achever, si possible, lors de la présidence française. Cette tâche n'est certainement pas facile, mais les réformes institutionnelles sont inéluctables pour mener à bonne fin les grandes tâches de l'avenir. Il faut que l'Europe reste capable d'agir, mais il ne faut pas non plus qu'elle s'isole et se replie sur un "noyau européen". La discussion sur les réformes institutionnelles nécessaires devra aussi réserver une large place au futur rôle du Parlement européen.

L'Agenda 2000 a permis pour la première fois de s'attaquer au problème de la réforme des finances et des structures de l'UE. De toute évidence, l'accord de Berlin porte la marque du compromis; pour y parvenir dans les conditions historiques présentes, tous les Etats ont dû modérer leurs revendications. Le compromis concernant l'Agenda 2000 a créé les conditions nécessaires à la capacité d'élargissement de l'UE, d'autres réformes restant à mettre en oeuvre, notamment dans le domaine de la politique agricole. La crise de la Commission a, elle aussi, pu être redressée. L'accord s'étant fait sur la personne de Romano Prodi comme nouveau

président de la Commission - un excellent choix de l'avis de M. Fischer -, on peut espérer que celle-ci sera à nouveau dans l'avenir un acteur capable d'agir. Le pacte de l'emploi, qui met l'accent sur le chômage des jeunes et le chômage de longue durée ainsi que sur des mesures visant à enrayer la discrimination des femmes sur le marché du travail, a pour objet de remédier au niveau élevé du chômage, qui constitue le plus grave problème en Europe. Des réformes nationales devront s'y ajouter.

L'euro a révélé dans le passé les faiblesses des marchés financiers: il faut, bien sûr, agir en conséquence.

La PESC doit être développée plus avant. Un rapport à ce sujet sera présenté au Conseil de Cologne. La nomination de "M./Mme PESC" créera elle aussi des conditions favorables au développement d'une identité européenne et à la capacité d'action dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité afin que l'Europe ne soit plus, comme dans le passé, dirigée de l'extérieur, mais puisse peu à peu se présenter en tant que sujet politique. Les pas à accomplir dans un proche avenir sont l'intégration ou la concentration des structures existantes. Dans ce contexte, l'intégration de l'UEO dans l'UE est actuellement discutée. La présidence allemande approuve expressément cette approche. Enfin, dans ce processus d'intégration de l'Europe, les droits fondamentaux doivent être au centre des préoccupations. La légitimation et la crédibilité de l'UE sont déterminantes pour son avenir. A cet effet, les droits fondamentaux des citoyens doivent avoir un poids égal au niveau de l'UE qu'au niveau national. Il est évident que des droits des citoyens correspondants doivent être définis dans la mesure où des pouvoirs d'intervention nationaux sont transférés au niveau de l'UE. Une définition européenne des droits fondamentaux, c'est-à-dire une charte européenne des droits fondamentaux, est donc nécessaire. Cette charte devrait être l'aboutissement d'un vaste dialogue entre représentants du Parlement européen, des parlements nationaux, des gouvernements et de la Commission. Sous la présidence française, les participants réunis en convention devraient présenter au Conseil européen un rapport à ce sujet. Le Conseil européen de Cologne devrait formuler un mandat en vue de l'élaboration de la charte et - à moyen terme - de l'insertion de la charte dans les traités de l'UE. Ainsi serait lancé un débat substantiel concernant la définition de droits fondamentaux au niveau de l'UE.

Le parachèvement du processus d'unification de l'Europe est une tâche qui incombe à la présente génération. Certes, tout pronostic quant au résultat et contenu de ce processus d'unification serait prématuré pour le moment. Les Etats-nation européens n'appartiendront sans doute pas au passé, mais il est évident que l'Etat national du 19^{ème} siècle, jouissant de sa pleine souveraineté, ne saurait dorénavant être capable d'agir. Si l'Europe entend prendre elle-même son destin en main, tout en respectant, bien entendu, les intérêts de ses partenaires,

c'est à la présente génération qu'il incombe de mener à bonne fin le processus d'unification européenne.

M. Friedbert PFLÜGER, co-président, remercie le ministre fédéral des Affaires étrangères de ses déclarations. Il prie les intervenants dans la discussion qui suivra avec M. le ministre Fischer de s'en tenir strictement au temps de parole convenu de quatre minutes au maximum.

M. Alain BARRAU (France) remercie la présidence allemande d'avoir résolument contribué à l'aboutissement du sommet de Berlin à des solutions positives, tout en soulignant que ces solutions ont le caractère d'un compromis. Pour ce qui est du prochain sommet de Cologne, il estime nécessaire de s'attacher tout particulièrement à la lutte contre le chômage. Des efforts comparables, et il ne dissimule pas les craintes qu'il éprouve à cet égard, à ceux qui ont accompagné l'instauration de l'euro, seront nécessaires. L'objectif doit être de faire en sorte, en recourant à tous les moyens disponibles, que la politique de l'emploi devienne une politique de croissance. La politique de l'emploi constitue, après le conflit du Kosovo, le deuxième sujet le plus important du sommet de Cologne. Par ailleurs, l'orateur tient à souligner l'importance d'une politique étrangère et de sécurité commune en Europe. La question à laquelle il faut trouver une réponse est de savoir quelles seront les futures modalités de la politique de défense européenne et quelles seront les relations avec les Etats-Unis avec lesquels il n'y a pas toujours identité d'intérêts et de conceptions.

L'orateur informe les participants à la COSAC que l'Assemblée nationale française a préparé un document de travail, nullement contraignant, concernant le processus d'élargissement. Ce document, qui a aussi été soumis à M. Nallet, membre du cabinet du ministre de la Justice, revêt à son avis une très grande importance politique. Dès l'abord, les négociations prochaines avec les pays candidats à l'adhésion doivent être menées de telle manière qu'il n'y ait finalement que des vainqueurs, tant du côté des pays candidats que du côté des pays membres de l'UE.

M. Dr. Friedbert PFLÜGER, co-président, rappelle qu'à la COSAC tous les collègues présents, également ceux des pays candidats, jouissent sans réserve du droit de parole. Il donne la parole au premier ministre-président élu démocratiquement dans un pays d'Europe centrale et orientale, il y a dix ans.

M. Tadeusz MAZOWIECKI (Pologne) déclare que les allocutions du président du Bundestag Wolfgang Thierse et du co-président Dr. Pflüger sur la nouvelle politique allemande européenne et de sécurité l'ont profondément touché. En Pologne, on lutte depuis 1980 contre la partition de l'Europe; en Pologne, le processus de l'effondrement du Mur de Berlin a été

engagé dès les années 80. Aujourd'hui, la Pologne figure au premier rang parmi les candidats à l'adhésion et escompte que le Conseil d'Helsinki indiquera des dates pour l'adhésion de la Pologne et d'autres pays désireux d'adhérer. Tout comme le co-président Dr. Pflüger, il est d'avis qu'il ne saurait y avoir de sécurité en Europe dans la division. Depuis 1992, beaucoup d'erreurs ont été commises en ce qui concerne la question des Balkans. Aujourd'hui, le pacte de stabilité projeté est extrêmement important pour surmonter la logique de la guerre et de l'épuration ethnique; il faut qu'il s'y substitue une logique du développement. La formation d'une nouvelle génération de parlementaires démocratiques dans cette région est également très importante. Le succès du pacte de stabilité se mesurera à la possibilité pour tous les réfugiés de retourner dans leur pays et l'octroi d'une large assistance économique en faveur du Kosovo, mais aussi en faveur de la Serbie et d'autres Etats de cette région. Par ailleurs, il importe de poursuivre les réformes institutionnelles au sein de l'UE. Deux questions n'ont pourtant pas reçu de réponse satisfaisante jusqu'ici : quelle sera l'avenir de la politique agricole en Pologne et comment éviter l'édification, suite à la Convention de Schengen, d'un nouveau Rideau de fer en Europe? Il y a lieu de se féliciter des résultats des travaux de la présidence allemande et l'orateur espère que la présidence finlandaise, qui lui succédera, connaîtra un succès égal.

Le co-président Friedbert PFLÜGER remercie expressément M. Mazowiecki du succès historique de sa politique. C'est grâce à lui que notre assemblée a pu se réunir dans sa présente composition. Ses remerciements s'adressent également aux autres pays de l'Europe centrale et orientale, qui ont rendu possible la révolution européenne.

Mme Nicole FONTAINE (Parlement européen) remercie le ministre fédéral, M. Fischer, de son exposé extrêmement intéressant. Elle rappelle les difficultés que la date de la XXième COSAC a suscitées pour le Parlement européen en considération des élections imminentes au Parlement européen. Néanmoins, elle se réjouit de pouvoir être présente à Berlin. La manifestation qui se déroule au bâtiment du Reichstag, en un lieu auquel sont liées de si vives émotions, constitue du même coup une précieuse contribution aux efforts déployés en vue des élections au Parlement européen.

Mme Fontaine souligne combien elle apprécie l'efficacité de la présidence allemande, et plus particulièrement la contribution allemande à la solution de la crise institutionnelle de l'UE qui, en dernière analyse, a eu des répercussions favorables sur la structure démocratique de l'Union. Personnellement, elle se félicite de l'efficacité réalisée pour la procédure de codécision, qui s'est avérée très importante, lors du Conseil européen de Berlin, pour régler les questions structurelles. S'agissant des réformes institutionnelles au sein de l'UE, Mme Fontaine demande au ministre fédéral Fischer comment il conçoit l'association du Parlement

européen aux futures négociations. Elle rappelle le point de vue du Parlement européen selon lequel les parlements nationaux et le Parlement européen, dans le cadre de la "méthode commune", devraient en quelque sorte y participer sous la forme d'une concertation.

M. Outi OJALA (Finlande) remercie la présidence allemande de ses efforts et de ce qu'elle a réalisé, jetant ainsi une bonne base pour la présidence finlandaise, qui lui succédera. L'exposé du ministre fédéral Fischer l'a profondément impressionné. Etant donné qu'à l'époque globale, la politique ne peut pas grandement influencer le cours des choses, elle doit se limiter aux priorités et éléments essentiels de la situation historique du moment. Il en va présentement de la politique de sécurité. Cependant, les aspects militaires ne doivent pas seuls retenir l'attention, il importe surtout d'y englober également, en une vue d'ensemble, les problèmes économiques et environnementaux ainsi que la politique des droits de l'Homme. L'orateur tient à souligner l'importance historique du processus d'élargissement de l'UE à l'est. A son avis, le destin commun de l'Europe est lié à l'intégration de la Russie et de l'Ukraine. Il aimerait connaître le point de vue de la présidence allemande à ce sujet.

M. Pedro SOLBES MIRA (Espagne) rappelle les progrès réalisés par l'UE depuis le sommet de Madrid, il y a dix ans. Il remercie la présidence allemande du travail qu'elle a accompli. Les résultats du sommet de Berlin sont à considérer comme un compromis qui certes éclaire, pour les années à venir, un certain nombre de problèmes, mais en laisse encore beaucoup en suspens, plus particulièrement dans le domaine de la politique agricole. Les questions de la réforme institutionnelle, par exemple, sont toujours à l'ordre du jour. Les questions laissées ouvertes par le traité d'Amsterdam doivent trouver une solution, avant l'élargissement, dans le cadre d'une conférence intergouvernementale. M. Solbes Mira tient à souligner que la réglementation du traité d'Amsterdam ne peut en aucun cas être une solution pour l'avenir. Son modèle institutionnel se fonde sur des instruments conçus pour une Communauté de six pays.

M. Solbes Mira estime que le pacte de stabilité contribue à la démocratisation politique. A cet égard, l'UE doit proposer des instruments appropriés à une ouverture envisageable également vers le sud-est de l'Europe. Il critique l'aménagement insuffisant des relations de l'UE avec les pays tiers. Les spécificités des divers pays tiers ne sont pas suffisamment prises en considération. L'orateur demande au ministre fédéral des Affaires étrangères un complément d'information concernant le pacte de stabilité projeté.

M. Joseph FISCHER, ministre fédéral des Affaires étrangères, répond aux interventions précédentes. S'agissant de la politique de l'emploi, qui figure à l'ordre du jour du prochain Conseil, à Cologne, il souligne que la lutte contre le chômage constitue, sur le plan intérieur,

le principal défi auquel la quasi totalité des Etats membres de l'UE est appelée à faire face. Soucieux d'éviter tout malentendu, il précise que l'examen du problème du chômage au sommet de Cologne est le simple prolongement d'efforts analogues du sommet de Berlin. Avec l'adoption de l'Agenda 2000, et plus particulièrement avec la partie relative à la politique structurelle, a été décidée la mise en oeuvre d'impulsions de croissance considérables. Ainsi, a été activement encouragée la création de programmes générateurs d'emplois. Pour sa part, le ministre fédéral s'est toujours prononcé, dans le débat public, en faveur de l'opportunité d'une politique structurelle coordonnée qui, dans un processus où chacun donne et reçoit, est en mesure de déclencher d'importantes impulsions régionales et génératrices d'emplois.

Le ministre fédéral tient à remercier expressément M. Tadeusz Mazowiecki de ses déclarations. Il reconnaît qu'initialement, lorsque le nouveau gouvernement fédéral a pris ses fonctions, le scepticisme était fort répandu quant aux intentions de la coalition rouge-vert en matière de politique européenne. Aussi a-t-il qualifié, lors de sa première visite en Pologne, l'adoption de l'Agenda 2000 de pierre de touche révélant le sérieux avec lequel l'Allemagne entend se consacrer aux tâches de la politique d'intégration. C'est également à Varsovie qu'il a exprimé son assurance que l'Allemagne, sous le nouveau gouvernement, saura se montrer à la hauteur de ses responsabilités et qu'à Berlin, l'Agenda 2000 sera adopté.

Quant aux dates précises de l'adhésion, M. Fischer fait observer que des dates visionnaires ne seraient d'aucun secours. Pour pouvoir les indiquer, il faut des perspectives réalistes et un examen préalable, chapitre par chapitre, de tous les problèmes. Les rapports de la Commission sur l'état d'avancement de la question, qui seront publiés cette année en automne, constituent une base importante pour les décisions à prendre par le Conseil européen d'Helsinki au sujet de futures perspectives d'adhésion. Il invite tous les intéressés à ne pas parler de délais. Ce qui est déterminant, c'est que les parties s'attachent à faire chacune les efforts nécessaires. Aux pays membres à créer les conditions nécessaires à l'élargissement de l'UE, aux pays candidats à créer les conditions nécessaires à leur capacité d'adhésion. La meilleure garantie pour une adhésion dans un délai rapproché est la création des meilleures conditions possibles pour l'adaptation structurelle et économique dans les Etats membres et de faire progresser rapidement l'harmonisation juridique.

Le pacte de stabilité, le ministre fédéral tient à en donner l'assurance aux auditeurs, est conçu en tant que processus à long terme. Toute alternative à l'intégration de l'Europe du sud-est, c'est-à-dire une sorte d'atavisme historique dans certaines parties de l'Europe, est inconcevable. L'antithèse à la politique de la Grande Serbie et son nationalisme agressif doit être l'intégration européenne. L'intégration européenne ne signifie pas que les pays renoncent

à leur statut de nation, il s'agit bien au contraire d'abandon du nationalisme, c'est-à-dire de l'attitude consistant à placer sa propre nation au-dessus des Etats voisins. L'intégration européenne substitue au nationalisme l'intégration des intérêts et la primauté du droit. Le pacte de stabilité est destiné à transmettre aux Etats de l'Europe du sud-est ce "mystère de l'intégration européenne". Pour l'Europe, il constitue le défi déterminant. Il coûte moins cher que la guerre et l'expulsion : c'est un investissement judicieux dans la paix. Il constitue donc en dernière analyse un pacte de sécurité non militaire. Le ministre fédéral rappelle qu'au moyen de l'intégration, l'UE a donné naissance à la sécurité non militaire. Ainsi, les négociations au sein des Conseils sont assimilables à une "mobilisation maximale de la politique des intérêts nationaux". Sous le signe de l'intégration, on ne s'engage plus sur les champs de bataille, le succès doit être remporté autour des tables de négociation. Ce qui aujourd'hui fait l'objet des discussions au Conseil, était jadis trop souvent l'enjeu d'affrontements belliqueux. Pour M. Fischer, c'est là que réside à proprement dire la fascination de l'intégration européenne et de l'"eurocratie".

Quant à la question des programmes agricoles, le ministre fédéral y répond en termes très précis. La nécessité de s'adapter aux règles de l'OMC exerce une forte pression, en dépit de l'importance que revêt la politique agricole dans divers Etats, sur l'introduction d'autres réformes de la politique agricole de l'UE. En effet, le PIB de l'UE repose essentiellement sur des produits industriels de pointe et des services. L'UE a donc intérêt avant tout, notamment aussi pour sauvegarder les emplois dans les Etats membres, à la sauvegarde de la liberté des échanges mondiaux et doit surtout éviter d'être impliquée dans des guerres commerciales. M. Fischer attire l'attention sur le déséquilibre manifeste entre son appréciation médiocre par l'économie agricole et le pourcentage élevé de près de 50% que représente le budget agricole dans le budget global de l'UE. Une fois de plus, la nécessité d'agir est évidente.

Pour ce qui est de l'accord de Schengen, il espère une plus large intégration de la Pologne à cet accord, qui non seulement est de l'intérêt de l'Europe mais présente aussi un intérêt bilatéral pour l'Allemagne en tant que pays voisin.

Le ministre fédéral remercie Mme Fontaine, vice-présidente du Parlement européen, de sa coopération certes critique mais toujours constructive à l'accord sur l'Agenda 2000. Le gouvernement fédéral plaide en faveur d'un renforcement du Parlement européen, par exemple au sujet de l'élaboration d'un catalogue des droits fondamentaux. Il rappelle que d'autres traditions font que d'autres pays jugent différemment le renforcement du Parlement européen.

Evoquant la question de savoir comment, étant donné les déficiences du traité d'Amsterdam, peut être assuré le fonctionnement d'une Union à laquelle seront venu s'ajouter d'autres membres, une Union européenne élargie à 21 ou 30 membres, le ministre fédéral est d'avis que ce problème ne pourra être résolu qu'au moyen d'une parlementarisation complète, qui pose évidemment des questions institutionnelles difficiles à résoudre. La crise de la Commission européenne a déjà révélé les premiers éléments des futurs débats de politique intérieure marqués par des intérêts et liens nationaux fort divergents concernant le rapport entre Etats-nation et leur représentation au Parlement européen. La confiance en soi nouvellement gagnée par le Parlement européen à la suite de la crise de la Commission européenne permet de bien augurer du prochain débat sur les réformes institutionnelles à décider.

En ce qui concerne la politique de la présidence à l'égard de la Russie et de l'Ukraine, l'Union européenne a décidé de mettre en oeuvre, concernant la Russie, l'Ukraine et une politique commune du Bassin méditerranéen, le nouvel instrument de la stratégie commune créé par le traité d'Amsterdam. La politique commune du Bassin méditerranéen connaît une nouvelle dynamique, surtout à la suite des récentes élections en Israël. La conférence de la Méditerranée à Stuttgart a également été couronnée de succès. La conclusion d'un accord d'association avec l'Egypte est imminente, les résistances concernant la politique égyptienne des droits de l'Homme ayant été surmontées.

Le développement de stratégies communes d'un poids égal à l'égard de la Russie et de l'Ukraine est au centre des préoccupations de l'UE. L'adoption de la stratégie commune à l'égard de la Russie est prévue pour le Conseil de Cologne et la stratégie commune à l'égard de l'Ukraine sera abordée prochainement. Le ministre fédéral souligne que la sécurité de l'Europe devra toujours s'appuyer sur la Russie, et plus particulièrement sur le renforcement de la démocratie en Russie. Le rôle de la Russie, le conflit du Kosovo le montre, est très important pour la sécurité commune de l'Europe. Ceci vaut également pour l'Ukraine; mais il faut encore davantage renforcer le processus de réforme et l'orientation de l'Ukraine vers l'Europe.

En conclusion, le ministre fédéral remercie les participants de leur attention, tout en leur souhaitant beaucoup de succès pour la suite de la conférence.

M. Friedbert PFLÜGER, co-président, remercie le ministre fédéral des Affaires étrangères et souligne que les déclarations de M. Fischer concernant l'élargissement de l'UE et la réunification de l'Europe confirment les points de vue au sein de la COSAC. Le débat à ce sujet, ici à Berlin et plus particulièrement au Reichstag, a valeur de symbole. M. Pflüger

souhaite au ministre des Affaires étrangères que ses efforts visant une véritable paix et le respect des droits de l'Homme au Kosovo ainsi que le retour assuré des réfugiés dans leur pays soient couronnés de succès.

Mme Mariana STOICA (Roumanie) remercie l'Allemagne de son accueil et de l'excellente organisation de la présente manifestation. Elle évoque les résultats de la conférence au sommet de Berlin du mois de mars. La signature de l'Agenda 2000 constitue un succès important. Les compromis conclus sur le plan budgétaire jusqu'en 2006, notamment en ce qui concerne le domaine agricole, les fonds structurels et les contributions des Etats membres au budget de l'UE constituent d'importants préalables à la conclusion des négociations avec les Etats candidats, résultat qui est aussi un succès de la présidence allemande.

Mme Stoica évoque l'état d'avancement de la préparation de l'adhésion en Roumanie. La population et toutes les forces politiques s'expriment résolument en faveur de l'intégration de la Roumanie à l'UE. Aussi la Roumanie a-t-elle fait tous les efforts nécessaires pour préparer son intégration dans l'UE. Elle poursuivra ces efforts à l'avenir afin de remplir les conditions nécessaires à l'admission en qualité de membre à part entière. L'UE se voit confrontée à une forte "concurrence" que se livrent les pays candidats entre eux. La Roumanie risque d'en pâtir. Mme Stoica rappelle les difficultés économiques de la Roumanie, notamment ses engagements résultant pour 1999 de la dette extérieure. Toutes les réformes nécessaires à la restructuration de l'économie roumaine ont été engagées; le gouvernement a notamment lancé de nombreuses mesures tendant à la privatisation et l'harmonisation législative. Les résultats du processus de "screening" revêtent une importance particulière pour la Roumanie car ils indiquent quelles mesures doivent être intensifiées. Récemment, le parlement roumain a adopté entre autres les lois sur le développement régional, le statut des fonctionnaires et la compétence des divers ministères. En résumé Mme Stoica déclare que la Roumanie répond également à tous les critères politiques des Décisions de Copenhague : démocratie, réalisation de l'Etat de droit, stabilité des institutions, respect des droits de l'Homme et des droits des minorités. Elle espère que le Conseil européen statuera dans les meilleurs délais sur l'adhésion de la Roumanie et l'ouverture des négociations.

M. Pierre BEAUFAYS (Belgique) souligne qu'il approuve en particuliers certains aspects spécifiques de l'exposé du ministre fédéral des Affaires étrangères, Joseph Fischer. Il se rallie au ministre fédéral qui estime nécessaire une plus étroite concertation; des progrès considérables ont déjà été accomplis au cours des dernières années. Il approuve également les déclarations du ministre concernant le progrès de la démocratie au sein de l'UE et les résultats du sommet de Berlin consacré à l'Agenda 2000 qui a jeté les fondements de l'élargissement prochain de l'UE. Tout comme le ministre, il estime qu'il reste beaucoup à faire, notamment

en ce qui concerne le financement de l'UE. M. Beaufays plaide en faveur d'une révision à la hausse du taux global des dépenses de 1,2%. Aucun système fédéral ne doit se contenter d'un budget aussi restreint. Il estime opportun d'introduire, le cas échéant au prix d'une réduction de la taxe à la valeur ajoutée, un impôt de l'Union sur la consommation d'énergie. A Berlin, n'ont pas été prises toutes les mesures nécessaires dans le secteur agricole pour préparer l'UE à l'élargissement. Ceci vaut tout particulièrement pour les conditions de l'OMC.

M. Tom SPENCER (Parlement européen) remercie la présidence allemande de l'énergie et la ténacité dont elle a fait preuve durant les négociations sur l'Agenda 2000 et à l'occasion du conflit du Kosovo. Il demande jusqu'à quand sera maintenu le roulement de six mois à la présidence du Conseil. Tout comme le ministre fédéral des Affaires étrangères, il souhaite, lui aussi, que le Parlement européen soit renforcé. Cependant, il note dans le cadre européen, une tendance au bicaméralisme et exhorte les parlements nationaux à renforcer leur influence. La résolution des conflits intérieurs et extérieurs ne saurait être le fait des seuls gouvernements. Reste encore à tirer, sur le plan intellectuel et institutionnel, les conséquences déterminantes à cet égard. Le point de vue de la Commission, qui consiste à proposer l'association à l'Albanie et la Macédoine, est insuffisant dès lors qu'il ne s'accompagne d'aucune promesse d'adhésion. En revanche, le plan Prodi pour la reconstruction des pays est plus encourageant. Il est vrai qu'il suppose une confiance suffisante qui, à son tour, ne dépend pas seulement de la bonne foi, mais de solides réalités et de délais précis.

M. Tibor SZANYI (Hongrie) regrette qu'un seul pays candidat ait eu l'occasion de prendre la parole durant la présence du ministre fédéral Fischer. Le plus grand défi auquel est confrontée l'Union consiste à résoudre la question de savoir s'il est possible de construire une seule Europe ou si l'Europe dualiste subsistera. Comme l'a clairement montré la crise du Kosovo, la politique de sécurité de l'UE est au centre des préoccupations. La solution de ce problème est urgente. La présidence allemande a fourni un excellent travail à propos de l'adoption de l'Agenda 2000. M. Szanyi se félicite par ailleurs que les futurs budgets de l'UE prennent en considération les nouveaux Etats membres dès 2002. Il demande énergiquement que les premières adhésions aient lieu avant 2004. Il faut fixer des dates. Sans dates, rien n'est possible, l'histoire de l'UE en est la preuve. Aussi conviendrait-il que la présidence finlandais donne déjà quelques précisions. D'ici à la fin de l'année 2002, la Hongrie sera prête à adhérer. Jusqu'à cette date, bien des contradictions devront être résolues au sein de l'UE. C'est ainsi que l'on parle ouvertement d'identité européenne alors que dans le secret les intérêts nationaux jouent un grand rôle. Il y a aussi contradiction lorsqu'on réclame d'une part plus de démocratie et en même temps plus d'efficacité. Il faut s'attaquer à ces problèmes en commun, sans les détacher de leur contexte, et leur trouver une solution. L'intégration de l'UE n'est pas

un privilège réservé aux 15 Etats membres actuels mais relève de la responsabilité globale de tous les pays européens.

M. Friedbert PFLÜGER, co-président, répond à la critique de M. Tibor Szanyi concernant la prise en considération insuffisante du droit de parole des Etats de l'Europe centrale et orientale, tout en signalant que M. Tadeusz Masiowiecki est intervenu en second lieu après l'exposé du ministre fédéral des Affaires étrangères. A son avis, ce fait est le signe à lui seul que les parlements des PECO sont solidement intégrés dans les délibérations de la COSAC. Par ailleurs, cette critique lui paraît un peu injuste étant donné que la présidence allemande s'est employée tout particulièrement pour que les représentants des pays candidats jouissent pleinement du droit de parole à la COSAC.

M. Edvins INKENS (Lettonie) remercie ses collègues d'avoir l'occasion de parler en cette enceinte - en toute franchise, comme il tient à le préciser. Les débats tels que ceux qui ont été menés hier au sujet de la pondération des voix au Conseil ne sont que chimères et passent sous silence les véritables problèmes quotidiens. Il ne faut donc pas s'étonner que l'acceptation de l'UE par les populations des pays candidats régresse manifestement. L'orateur évoque ensuite les problèmes particuliers de l'agriculture lettonne. Tout comme dans les autres pays baltes, le processus de restructuration de l'agriculture s'est déroulé dans des conditions pour ainsi dire atroces en Lettonie. L'agriculture ne bénéficie que de faibles subventions et subit, du fait de la restriction de l'accès au marché de l'UE et de l'instauration de quotas, une sorte de camisole de force pour l'agriculture lettonne, une très forte concurrence. La perte de la Russie surtout, son principal acheteur de produits agricoles, donne lieu à une concurrence accrue entre l'UE et les Etats baltes. Suite aux importations bon marché en provenance de l'UE, les prix de la viande porcine ont atteint un niveau si bas qu'il ne vaut plus la peine d'en produire. Un grand nombre de faillites et de fermetures d'exploitations agricoles en Lettonie et Lituanie en sont la conséquence. Le marché letton s'est effondré alors que l'agriculture lettonne doit s'adapter à l'UE qui, elle-même, n'est pas encore parvenue à réaliser de véritables réformes. Dans ces conditions, on comprend mal l'insistance avec laquelle l'UE réclame l'adaptation. Est-il raisonnable d'anéantir un secteur aussi important de l'économie lettonne tel que l'agriculture, pour permettre à l'UE de prouver sa capacité d'élargissement, notamment à l'égard de la Lettonie?

Mme Maria Grazia DANIELE GALDI (Italie) souligne qu'elle a écouté avec plaisir le discours du ministre fédéral des Affaires étrangères, Joseph Fischer, car elle attache beaucoup d'importance à sa manière de juger les choses et de percevoir le futur. Cependant, elle ne peut s'empêcher de conclure qu'en dépit de débats réitérés et des appels à la réforme des

institutions, ici-même dans le cadre de la COSAC, il n'y a guère eu de résultats concrets. Elle a l'impression qu'on est toujours en retard sur les événements, comme il apparaît très clairement à propos de la lutte contre le chômage dans l'Union européenne. Pour une lutte efficace contre le chômage, elle réclame des efforts, des mesures, des moyens extraordinaires. A cet effet, il convient de renforcer le rôle du Parlement européen et de conclure entre parlement, gouvernement et associations un pacte prévoyant des instruments nouveaux. Elle tient surtout à ce que la concurrence déloyale et plus particulière le dumping des salaires soient enrayerés efficacement. Non seulement ces pratiques nuisent aux entreprises travaillant correctement, elles menacent aussi la sécurité de l'emploi. Elle signale une initiative du parlement italien pour la lutte contre le travail des enfants, tendant à instaurer au moyen de mesures ciblées des "incitations négatives" concernant le travail des enfants. Elle souhaite qu'on parvienne à un consensus sur le changement de la politique du marché du travail. Ceci signifie qu'il faut concrétiser davantage les interventions et définir de manière plus précise les objectifs et les procédures. L'intervenant souligne également la nécessité de réformes générales des ressources propres de l'UE, qui permettrait de mobiliser des ressources autonomes de la Communauté (p. ex. imposition de la consommation d'énergie).

M. José MEDEIROS FERREIRA (Portugal) rappelle sa récente discussion avec le ministre fédéral dans le cadre de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. L'intervention de M. Fischer était très impressionnante, et l'intervenant tient, à cette occasion, à féliciter la présidence allemande de son travail remarquable. Il aimerait que les points suivants de son intervention, qui lui tiennent à coeur, soient communiqués au ministre fédéral des Affaires étrangères. L'instauration d'une charte des droits fondamentaux est une idée extrêmement importante. Une telle charte dans l'édifice de l'Union européenne et revêt une grande importance, notamment en rapport avec le système de Schengen. Se référant aux déclarations du ministre des Affaires étrangères concernant la suppression des dictatures en Europe, il rappelle que le Portugal a été le premier pays à mettre fin à la dictature en 1974. La suppression de la dictature portugaise a servi de modèle, plus tard, à des actions analogues. M. Medeiros Ferreira approuve pleinement le pacte de stabilité projeté. Il aimerait cependant savoir comment ce pacte sera financé. Par ailleurs, il importe d'exiger que le PE et les parlements nationaux ne soient pas exclus de la discussion le concernant.

M. Tunne KELAM (Estonie) félicite la présidence allemande des résultats du sommet de Berlin consacré à l'Agenda 2000, qui a abouti à des progrès remarquables et suscité de nombreux espoirs parmi les futurs membres. Il reconnaît que l'Allemagne y a fait le sacrifice, en faveur de l'UE, de certaines conceptions répondant à ses intérêts propres. La discussion a fait apparaître, des deux côtés, l'existence de craintes et appréhensions : la crainte p. ex. des candidats de voir leur pays mis en soldes et la crainte des pays membres de l'UE d'être

submergés par une main-d'oeuvre bon marché en provenance des pays de l'Europe centrale et orientale. Il s'associe au collègue britannique du Parlement européen, M. Tom Spencer, qui a souligné l'importance primordiale de la confiance réciproque. Les conférences de la COSAC constituent de telles mesures de confiance. Il propose par ailleurs que tout comme à la COSAC, des représentants des gouvernements des pays candidats puissent assister aux Conseils européens à titre d'observateurs. Le cas échéant, il faudrait assurer pleinement, sous une autre forme, le flux d'informations en faveur des pays candidats. L'intervenant souligne qu'un projet de calendrier en vue de l'adhésion éventuelle à partir de 2004 devrait, si possible, être adopté par la présidence finlandaise.

M. Friedbert PFLÜGER, co-président, souligne cette demande de M. Tunne Kelam. Il ne sera pas possible de mobiliser les forces nécessaires, si l'on ne fixe pas de délais.

Mme Sandra FEI (Italie) critique la présidence allemande. Il ne faut pas se borner, à la COSAC, aux politesses, remerciements et félicitations d'usage. Elle souhaite que la COSAC émette aussi des suggestions concrètes pour les futurs travaux des ministres. Les déclarations du ministre fédéral Fischer se limitent à des informations évidentes n'apportant rien de neuf. Son intervention était plutôt superficielle et adaptée au niveau du citoyen mais non des députés. S'attardant à la situation difficile de la présidence allemande et aux progrès accomplis, il a cependant omis de répondre à certaines questions importantes. Mme Fei a l'impression que la présidence allemande n'a pas pris d'initiatives significatives et n'avait pas projeté de telles initiatives. Bien au contraire, elle s'est contentée de passer, comme un coureur de relais, le témoin à la présidence suivante. L'Italie, en revanche, est le seul pays que l'on puisse vraiment qualifier d'européen; sa population adhère pleinement à l'Europe. L'exposé du ministre fédéral des Affaires étrangères l'a déçue. Faut-il y voir le reflet de l'euroscpticisme de l'Allemagne? Se référant aux déclarations du ministre concernant des progrès futurs de la parlementarisation, Mme Fei rappelle que c'est pourtant bien l'Allemagne qui s'est opposée, lors des négociations relatives au traité d'Amsterdam, à des pouvoirs plus étendus du PE réclamés par les pays du sud de l'Europe. Lorsque le ministre affirme que les réformes institutionnelles de l'UE sont une condition nécessaire à l'élargissement, cela est insuffisant. En fait, ces réformes sont indispensables indépendamment de l'élargissement, après tout, nous ne sommes plus à l'époque de Jean Monnet. Elle souhaite que les débats soient à l'avenir plus productifs et intéressants afin que les participants à la COSAC, une fois rentrés chez eux, puissent en tirer quelque profit.

M. Friedbert PFLÜGER, co-président, fait observer, en réponse à la critique de Mme Sandra Fei, qu'étant donné la présence de 27 pays différents aux conceptions, intérêts et traditions

partiellement fort divergents, la COSAC doit à son avis refléter de toute façon un large éventail de points de vue différents.

Mme Nicole CATALA (France) évoque l'initiative du ministre fédéral Fischer concernant l'élaboration d'une charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Elle demande non sans scepticisme quels sont les objectifs que l'on entend atteindre au moyen de cette charte. Les citoyens européens ne sont-ils pas déjà suffisamment protégés par la Convention européenne des droits de l'Homme, par les Constitutions nationales des divers pays et du fait que la Convention des droits de l'Homme est ancrée dans l'ancien article F, présentement l'article 6 du traité d'Amsterdam? Il faut également se demander si les dispositions précitées n'offrent pas de fondement suffisant pour tous les citoyens des Etats membres et des pays candidats. Pour ce qui est d'une "valeur ajoutée" elle exprime une mise en garde contre les difficultés de fond et de forme éventuellement liées à une telle charte. C'est ainsi qu'une définition plus stricte, dans la charte projetée, des droits fondamentaux allant au-delà des réglementations nationales en cette matière susciterait certainement des contradictions. A titre d'exemple, l'intervenante cite la liberté des cultes en France qui s'inspire d'une pensée laïque. Qu'en sera-t-il, après l'instauration de la charte des droits fondamentaux, de la Convention des droits de l'Homme, comment la charte sera-t-elle transposée, son application surveillée, et quelles seront les compétences dans le domaine de la juridiction? Compte tenu des grandes difficultés que l'on risque, il n'est pas opportun de compromettre sans nécessité le solide édifice des droits de l'Homme qu'elle vient d'évoquer.

M. Ben BRADSHAW (Royaume-Uni) tient à ce que ses remerciements soient transmis au ministre fédéral des Affaires étrangères en considération du courage et de l'autorité dont il a su faire preuve, également au sein de son parti. Il souligne la thèse énoncée par le ministre fédéral des Affaires étrangères, à savoir la nécessité pour l'Europe de développer une politique étrangère crédible, efficace et autonome. Partant des déclarations critiques de sa collègue italienne, Mme Fei, qui laissent entendre une certaine frustration, l'intervenant propose concrètement que les parlements nationaux mobilisent des moyens plus importants en faveur de la défense.

M. Francisco TORRES (Portugal) remercie le président ainsi que tous ses collaborateurs de l'excellente organisation de la réunion. Il tient par ailleurs à féliciter expressément la présidence allemande qui a obtenu des résultats remarquables en dépit des signes néfastes ayant marqué le début de son mandat. Quant à l'opportunité de l'initiative concernant une charte des droits fondamentaux, le Portugal estime, en réponse à la question posée par divers Etats, que la charte se conçoit comme un élément correspondant nécessaire, signe de la communautarisation de la politique intérieure de l'UE. Pour ce qui est des réformes

institutionnelles, quelques questions sont restées en suspens, par exemple celle des dates et délais et la question de la procédure dans les cas particuliers. Est-ce qu'on songe de nouveau à un Conseil des Sages, le Parlement européen doit-il être intégré et, dans l'affirmative, quelles seront les modalités de cette intégration?

Le Prof. Dr. Jürgen MEYER (Allemagne) intervient brièvement, en réponse à la question posée par Mme Catala au sujet de la charte des droits fondamentaux, pour expliquer pour quelles raisons la Convention des droits de l'Homme n'est pas suffisante et doit être remplacée par une charte des droits fondamentaux. Il y a raisons à cela : tout d'abord, selon la Cour de justice européenne, des raisons juridiques s'opposent à l'adhésion de l'UE à la Convention européenne des droits de l'Homme. Cependant, il faut un contrôle plus efficace que par le passé de la bureaucratie de Bruxelles. Ensuite, la Convention européenne des droits de l'Homme présente des lacunes, le principe de la dignité de l'Homme ou le droit à la liberté d'action générale n'y étant pas mentionnés, par exemple. Troisièmement, s'il est vrai que les Cours de justice européennes ont le mérite d'avoir concrétisé la Convention européenne des droits de l'Homme, ceci s'est borné aux spécialistes. Il importe maintenant de créer un document qui soit à la portée de tous les citoyens. Quatrièmement, la Convention européenne des droits de l'Homme est un document du Conseil de l'Europe composé de 40 pays. L'UE a besoin de son propre document, qui crée et reflète son identité propre. Ce document doit aussi concrétiser la citoyenneté de l'Union. Enfin, la charte des droits fondamentaux doit signaler clairement que l'Europe n'est pas seulement une communauté économique mais aussi une communauté des valeurs.

M. Esko AHO (Finlande) remercie les hôtes allemands pour l'excellente organisation de la conférence et pour le programme impressionnant qui s'est déroulé au Reichstag. Il tient, à cette occasion, à inviter la COSAC à sa prochaine réunion, les 11 et 12 octobre à Helsinki, tout en priant les participants de se rendre à Helsinki dès dimanche de sorte que la réunion puisse commencer lundi matin. Il tient à assurer les intéressés que la conférence d'Helsinki sera, elle aussi, très dense et intéressante. Pour préparer les débats, des documents de base seront élaborés et distribués à temps avant l'ouverture de la conférence. Il serait heureux si le programme-cadre à Helsinki pouvait égaler le modèle allemand. En tout cas, on s'efforcera de trouver de nouvelles idées. Il remercie l'auditoire qu'il se réjouit d'avance de saluer en automne, à Helsinki.

M Friedbert PFLÜGER, co-président, remercie tous les participants de leurs interventions et de l'engagement dont ils ont fait preuve. Pour sa part, il lui restera certainement beaucoup de toutes les discussions auxquelles il a eu le plaisir d'assister; il comprendra mieux les points de vue divergents et la perception divergente des processus européens en cours. Les différents

accents qui se sont dégagés au cours de la discussion laissent entrevoir dans quelle direction doit aller l'Europe. Il convient notamment de conférer plus de poids politique à l'UE, de développer une PESC efficace et de faire progresser sans délais, sur toile de fond du conflit de Kosovo, l'élargissement de la Communauté. Dans le domaine de la politique du commerce extérieur, les prochaines négociations dans le cadre de l'OMC revêtent une très grande importance pour la Communauté. M. Pflüger espère que cette discussion commune sera une source d'inspiration, tout au moins pour quelques-uns des participants. Le Bundestag allemand tout comme le Bundesrat ont fait de leur mieux pour organiser la XXIème COSAC. Le co-président tient à remercier les collaborateurs de ces deux administrations. Il remercie tout particulièrement les interprètes de leur travail difficile qui comporte beaucoup de responsabilité. Il félicite les agents de la technique. Aujourd'hui les installations techniques ont mieux fonctionné que lors de la dernière réunion du parlement au bâtiment du Reichstag, où il y a encore eu quelques problèmes.

Après avoir fourni quelques précisions concernant l'organisation, M. Friedbert Pflüger, co-président, remercie une nouvelle fois les participants, tout en exprimant d'avance sa joie de les rencontrer à nouveau en automne à Helsinki, à l'occasion de la XXIème COSAC.